

# « Al-Qaida au Maghreb », ou la très étrange histoire du GSPC algérien

*par François Gèze et Salima Mellah, Algeria-Watch, 22 septembre 2007.*

## Résumé

*Créé en septembre 1998, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) a progressivement supplanté les « GIA » sur la scène du « terrorisme islamiste » en Algérie. D'abord cantonné dans une seule région du pays (la Kabylie), où il était relativement peu actif, il a acquis une notoriété internationale avec l'enlèvement d'une trentaine de touristes européens au Sahara, au premier semestre 2003. Depuis lors, il a multiplié attentats et actions armées dans le nord du pays, ciblant principalement les forces de sécurité, puis des civils et des cibles étrangères, au point d'être considéré comme une menace majeure en Europe, par ses « réseaux dormants » prêts à perpétrer des attentats meurtriers. Une menace confirmée par le ralliement du GSPC à Al-Qaida en septembre 2006 et sa transformation, en janvier 2007, en « Organisation d'Al-Qaida au Pays du Maghreb islamique » (AQMI).*

*Dans cet article, nous montrons que l'exploitation rigoureuse et critique des nombreuses « sources ouvertes » disponibles sur le GSPC algérien (sites Web de l'organisation, articles de la presse algérienne et de la presse occidentale), combinée à l'analyse des singularités du régime algérien depuis 1962, ne laisse place à aucun doute : le GSPC est une création des services secrets de l'armée algérienne, le Département de renseignement et de sécurité (DRS, ex-Sécurité militaire), dont les chefs contrôlent, depuis la guerre civile des années 1992-1999, la réalité du pouvoir. Derrière la façade civile du président Abdelaziz Bouteflika, élu en 1999 et réélu en 2004, le « terrorisme résiduel » du GSPC est un de leurs instruments pour consolider leur mainmise sur les richesses du pays et pour se légitimer auprès des puissances occidentales, en particulier auprès des États-Unis grâce à l'adhésion à la*

*« Global War on Terror » de l'administration Bush.*

*Exposant la chronologie, en cinq phases successives, de l'histoire du GSPC de 1998 à 2007, nous expliquons pourquoi l'intensification de ses actions terroristes depuis 2006 s'explique par celle de la lutte des clans au sein du pouvoir pour le contrôle de la manne pétrolière (considérablement accrue par l'envolée des prix des hydrocarbures) : celui du général Mohammed « Tewfik » Médiène, chef du DRS depuis 1990, a vu sa prééminence contestée par le « clan Bouteflika », qui conteste l'alliance privilégiée nouée avec les États-Unis pour l'exploitation des hydrocarbures par le « clan Tewfik ». D'où le choix de ce dernier, pour déstabiliser le clan adverse, de multiplier les actions terroristes du GSPC-AQMI, y compris contre des cibles étrangères. Et de préparer, après cette acmé de terreur, une éventuelle relève de ce groupe armé de plus en plus discrédité.*

## Table des matières

« AL-QAIDA AU MAGHREB », OU LA TRÈS ÉTRANGE HISTOIRE DU GSPC ALGÉRIEN 1

Résumé 1

Table des matières 3

Une information aux sources très orientées 5

Des GIA au GSPC : de la terreur généralisée à la terreur sélective 9

*GIA, action psychologique et massacres de masse 10*

*1999 : « concorde civile » et renouvellement de la « façade démocratique » 12*

Première phase (1998-2002) : la constitution du groupe 13

*Le GSPC, héritier direct des GIA 14*

*La paradoxale implantation du GSPC en Kabylie 16*

*Le curieux parcours de Hassan Hattab 18*

Deuxième phase (2003) : l'affaire des otages du Sahara 22

*Un très étrange enlèvement 23*

*Une opération made in DRS, pour justifier l'implantation militaire américaine au Sahel 26*

Troisième phase (2003-2004) : la mutation du GSPC 30

*Le surprenant parcours d'Abderrazak El-Para, « islamiste » made in DRS 31*

*2004 : la fin du GSPC « première manière » et le nouvel émir national Abdelmalek Droukdel 35*

Quatrième phase (2004-2007) : du GSPC à « Al-Qaida au Maghreb » 38

*Un combat d'abord cantonné à l'Algérie 40*

*2002-2004 : les « preuves » très fragiles de l'allégeance du GSPC à Al-Qaida 42*

*Juin 2005 : l'attaque par le GSPC de la caserne mauritanienne de Lemgheity 45*

*L'affiliation à Al-Qaida et la menace du GSPC contre la France 48*

Cinquième phase (2006-2007) : le GSPC instrument de la lutte des clans au sommet du pouvoir 51

*Les fissures au sommet du pouvoir et l'affaire Brown & Root-Condor 51*

*Mars-avril 2007 : attentats terroristes et messages codés 55*

*Vers la fin du GSPC et de la lune de miel algéro-américaine ? 59*

Conclusion : comment en finir avec le GSPC-AQMI-DRS ? 63

Annexe : chronologie du GSPC (1998-2007) 65

Depuis 2003, si l'on en croit les médias occidentaux, le « spectre du terrorisme islamiste » aurait resurgi en Algérie. Au cours des années de la « sale guerre », de 1992 à 1999, il avait été principalement incarné par les GIA (Groupes islamistes armés) : ceux-ci étaient à la fois les ennemis du pouvoir et ceux de l'Armée islamique du salut (AIS), présenté comme le « bras armé » du Front islamique du salut (FIS), dont la victoire électorale de décembre 1991 avait provoqué le coup d'État militaire de janvier 1992 et la longue « guerre civile » qui l'a suivi. Mais, après l'élection à la présidence de la République en avril 1999 d'Abdelaziz Bouteflika, promoteur officiel de la « concorde civile », les GIA ont pratiquement disparu. Certes, la violence armée conduite « au nom de l'islam » perdurait à plus bas niveau, mais la presse européenne et américaine n'en faisait pratiquement plus état. La rupture intervient en mars 2003 : l'enlèvement rocambolesque de trente-deux touristes européens au Sahara, dont la séquestration durera plusieurs mois, est attribué à un nouveau groupe, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), réputé actif depuis l'automne 1998.

Dès lors, le GSPC va devenir un invité obligé des pages « Maghreb » et « Terrorisme » de la presse occidentale. Au point d'être présenté comme une menace très sérieuse (en particulier pour la France), dans une Europe frappée par les attentats meurtriers de Madrid (le 11 mars 2004) et de Londres (le 7 juillet 2005), revendiqués par Al-Qaïda. Une menace confirmée par le GSPC lui-même, qui officialise son « internationalisation » en septembre 2006, en annonçant son ralliement à l'organisation d'Oussama Ben Laden. Et, en janvier 2007, le groupe algérien se rebaptise « Organisation d'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique ».

### **Une information aux sources très orientées**

De 2003 à 2007, ces événements vont surtout être documentés par de nombreux rapports et études, confidentiels ou publics, consacrés au GSPC par des *think tanks* européens et, surtout, américains<sup>1</sup>. Tous racontent à peu près, avec force détails, la

---

<sup>1</sup> Pour ne citer que quelques-uns dans cette avalanche de rapports : Blake MOBLEY et Eric ROSENBACH, *GSPC Dossier*, Center For Policing Terrorism, 1<sup>er</sup> juin 2005, [www.cpt-mi.org](http://www.cpt-mi.org) ; Daniel LAV, « L'Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique : l'évolution de la présence terroriste en Afrique du Nord », MEMRI, *Enquête et analyse*, n° 332, 7 mars 2007, <http://memri.org/> ; Lianne Kennedy BOUDALI, « The GSPC : newest Franchise in al-Qa'ida's global jihad », The Combating Terrorism Center, United States Military Academy, West Point, avril 2007, <http://ctc.usma.edu> ; Andrew

même histoire : le GSPC est une scission des GIA survenue en 1998, ses chefs étant en désaccord avec la sauvagerie meurtrière de ces derniers ; évitant de frapper les civils, il ne s'attaquera longtemps qu'aux forces de sécurité, ses principales implantations se situant en Kabylie et au Sahara. Lié à Al-Qaida dès 2002-2003, le groupe étendra ensuite ses opérations, décidant de cibler les intérêts étrangers en Algérie – où il multiplie les actions meurtrières, frappant désormais à l'occasion des civils – et de perpétrer des attentats en Europe. Et à partir de 2006, il fera donc officiellement allégeance à Al-Qaida, ayant « vocation », selon le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière, à « prendre en compte l'ensemble des mouvements radicaux du Maghreb : le GICL libyen (Groupe islamiste de combat libyen), le GICM marocain, le GICT tunisien<sup>2</sup> ».

Une « analyse » complaisamment relayée par les grands médias, en particulier en France. Deux exemples parmi des centaines : en avril 2007, rendant compte d'attentats meurtriers à Alger revendiqués par le GSPC, un hebdomadaire français s'inquiétait sans se poser de question du « professionnalisme impressionnant » de ce groupe<sup>3</sup> ; trois mois plus tôt, un quotidien expliquait sans plus de distance que « les services de renseignements des pays du Maghreb redoutent un “tsunami” fondamentaliste dans un proche avenir<sup>4</sup> »...

Mais quelles sont les sources de toutes ces informations ? Quand on examine de près la prose des « experts », ou celle des « journalistes spécialisés » de la presse écrite et audiovisuelle occidentale, on constate qu'*aucun* de ces auteurs n'a réalisé la moindre enquête digne de ce nom sur le terrain. Tous ne s'appuient exclusivement que sur trois sources : la presse algérienne (principalement francophone, secondairement arabophone) ; les services de renseignement occidentaux ; et, plus rarement, les sites Web djihadistes, en particulier ceux qui sont siglés « GSPC » – dont rien ne permet de vérifier l'authenticité.

---

HANSEN, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (aka Salafist Group for Preaching and Combat) », Council on Foreign Relations, 11 avril 2007, [www.cfr.org](http://www.cfr.org) ; Evan F. KOHLMANN, *Two Decades of Jihad in Algeria : the GIA, the GSPC, and Al-Qaida*, The Nefa Foundation, mai 2007, [www.nefafoundation.org](http://www.nefafoundation.org).

<sup>2</sup> « Interview de Jean-Louis Bruguière : un “arc islamiste radical” au Maghreb menace la France », Agence France-Presse, 13 mars 2007.

<sup>3</sup> René BACKMANN, « Algérie : l'ombre d'Al-Qaida », *Le Nouvel Observateur*, 19-20 avril 2007.

<sup>4</sup> « D'Algérie, les terroristes essaient dans le Maghreb », *Le Figaro*, 11 janvier 2007.

Car c'est une première caractéristique étrange du GSPC : comme les GIA avant lui, et à la différence de la plupart des organisations de guérilla du xx<sup>e</sup> siècle, le GSPC algérien ne s'est jamais donné la peine d'établir des canaux de communication fiables, permettant d'authentifier ses revendications et ses actions. Sans jamais s'interroger sur cette anomalie, les médias occidentaux se sont donc surtout abreuvés à la plus prolifique et la plus accessible des sources disponibles, la presse quotidienne algérienne. Pourtant, pas plus que leurs homologues occidentaux, les journalistes algériens n'ont jamais eu la moindre possibilité de conduire une enquête indépendante sur la violence armée attribuée à l'islamisme radical, du fait du verrouillage total de l'information « sensible » par les services secrets de l'armée, le Département de renseignement et de sécurité (DRS) – dont les chefs ont toujours été au cœur du pouvoir en Algérie, et plus que jamais depuis le déclenchement de la « sale guerre » en 1992<sup>5</sup>. Mieux encore, l'« information sécuritaire » – selon l'appellation consacrée – n'a de notoriété publique qu'une source unique : le DRS lui-même. Les journalistes algériens spécialisés en la matière (dont certains sont d'ailleurs des officiers du DRS) s'en cachent à peine : leurs articles consacrés au « terrorisme » et à la « lutte antiterroriste » parlent toujours de « notre source » ou de « sources généralement bien au fait des questions sécuritaires », signatures transparentes du DRS.

Plus extraordinaire, ces articles – qui se comptent par milliers depuis une quinzaine d'années – fournissent régulièrement un incroyable luxe de précisions sur le fonctionnement interne des groupes armés « islamistes », dont le GSPC. Alors que les documents signés de ces groupes (communiqués ou sites Web) sont en général peu disert sur ces questions, et que l'histoire mondiale de la lutte antiterroriste a montré à quel point il pouvait être difficile de pénétrer les secrets des groupes clandestins, les « sources » des journalistes algériens sont à même de donner, en temps réel, les *curriculum vitae* détaillés des auteurs de tel attentat, le détail de l'évolution de l'organigramme du GSPC (structuré en « zones » géographiques, plus ou moins calquées sur celles des wilayas de l'ALN lors de la guerre de libération), les noms et pseudos des différents responsables de ses structures, le détail des débats et conflits internes, etc. Et cela sans craindre invraisemblances et contradictions.

---

<sup>5</sup> Voir notamment : François GÈZE, « Armée et nation en Algérie : l'irréparable divorce ? », *Hérodote*, n° 116, 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

Un grand classique à cet égard est celui des « émirs » dotés apparemment de plusieurs vies : dans les années 1990, la mort au combat des fameux « émirs » des GIA, Djamel Zitouni et Antar Zouabri, a ainsi été annoncée à de nombreuses reprises, suivie chaque fois de leur « résurrection », jusqu'à leur effacement définitif... Il en ira souvent de même, on le verra, de ceux du GSPC. Autre grand classique, seriné jusqu'à aujourd'hui à l'identique et au mot près depuis... 2002, sans crainte du ridicule : celui d'un GSPC désormais « aux abois », « laminé par les redditions et les coups de boutoir des services de sécurité » et poussé de ce fait, comme une « bête blessée », à des « actes désespérés »<sup>6</sup>. En la matière, le sommet de la manipulation est atteint par les articles codés *made in DRS*, qui dénoncent épisodiquement les « barons du système » et « le terrorisme [que] commandite la mafia financière incrustée dans certains rouages de l'État<sup>7</sup> » : en se dénonçant eux-mêmes de façon floue et imprécise, donc peu crédible, les chefs du DRS cherchent ainsi à désamorcer par avance l'écho des critiques de leurs adversaires (comme le Front des forces socialistes de Hocine Aït-Ahmed) qui vont porter, à juste titre et de façon plus précise, les mêmes accusations...

Cet étonnant amalgame de précision et de confusion signe la manière des services d'action psychologique du DRS : ceux-ci naviguent à vue, au fil de la conjoncture nationale et internationale, avec une trame globale structurée solidement et de longue date autour de la manipulation de la « violence islamiste », mais sans s'encombrer de la cohérence des pseudo détails qu'ils fournissent, dès lors qu'ils sont assurés qu'aucun regard critique ne sera apporté à leurs « informations » dans les médias et les discours gouvernementaux des pays occidentaux qui soutiennent le régime algérien.

Et pourtant, un examen rigoureux de ce corpus pléthorique, recoupé avec d'autres sources ouvertes – dont les sites Web islamistes – et une connaissance historique minimum des rouages du très singulier système de pouvoir algérien, permet d'aboutir à une vision du GSPC certainement beaucoup plus réaliste que celle, aujourd'hui dominante, d'une officine d'Al-Qaida en guerre contre un régime « républicain » et les

---

<sup>6</sup> Pour ne citer que trois exemples, parmi des centaines d'articles : Mounir B., « Les jours de Hassan Hattab sont comptés », *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2002 ; Fayçal OUKACI et Mohamed ABDOUN, « Il a fait les frais d'un coup de force au sein du GSPC. Hattab a été jugé, condamné et exécuté », *L'Expression*, 11 mai 2004 ; Ikram GHIOUA, « Traqué par l'armée et lâché par les siens. Les derniers jours de Abdelmalek Droukdel », *L'Expression*, 26 mars 2007.

<sup>7</sup> « Les jusqu'au-boutistes sont encore là ! », *Les Débats*, 30 juin-6 juillet 2004.



démocraties occidentales, au premier rang desquelles la France. Certes, il faudra sans doute encore de longues années pour connaître toute la vérité sur la mise en place et le développement de cette organisation. Mais d'ores et déjà, on peut affirmer avec certitude que si, depuis maintenant près de dix ans, le GSPC nourrit ses rangs de jeunes Algériens désespérés par le mal-vivre d'une société en déshérence, ses chefs sont, pour l'essentiel, des agents ou des pions du DRS chargés de mettre en œuvre une stratégie de violence et de terreur servant les intérêts des « décideurs de l'ombre », ne reculant devant rien pour conserver le pouvoir et les richesses qu'il leur permet de s'approprier.

Ainsi formulée, cette assertion choquera sans doute ceux qui s'en tiennent aux discours officiels et aux diatribes religieuses extrémistes des communiqués du GSPC. C'est pour en apporter la démonstration, avec toutes les nuances nécessaires, que nous retraçons ici certains épisodes clés de l'histoire du GSPC<sup>8</sup>, à partir d'un examen critique des sources déjà évoquées, et de certaines enquêtes complémentaires, en particulier concernant l'affaire des « otages du Sahara ».

### **Des GIA au GSPC : de la terreur généralisée à la terreur sélective**

On ne peut comprendre l'histoire du GSPC sans évoquer le contexte de son apparition, à l'automne 1998. À l'époque, son existence est à peine évoquée par la presse algérienne : il n'est que l'un des divers groupuscules issus de la déliquescence des GIA, après les grands massacres de civils de 1997 et du début 1998. La mort de leur dernier émir de notoriété internationale, Antar Zouabri, n'interviendra qu'en février 2002, mais durant les trois années précédant son élimination, ces groupes, qui avaient semé la terreur entre 1993 et 1997, n'ont plus beaucoup fait parler d'eux. Et pour cause : pour les chefs du DRS, qui avaient fait infiltrer les GIA dès leur création en septembre 1992, avant d'en prendre le contrôle total à partir de la fin 1995<sup>9</sup>, cette organisation protéiforme ne pouvait plus répondre à leurs objectifs. En effet, lors des

---

<sup>8</sup> On trouvera en annexe une chronologie des principales dates de cette histoire mouvementée, qui pourra être utile au lecteur pour s'y repérer.

<sup>9</sup> Voir sur ce point le témoignage essentiel d'un ancien officier du DRS : Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang. Algérie : comment les services secrets ont manipulé les groupes islamistes*, Denoël, Paris, 2003 ; ainsi que l'étude détaillée de Salima MELLAH, *Le Mouvement islamiste algérien entre autonomie et manipulation*, Comité Justice pour l'Algérie, mai 2004, [www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_19\\_mvt\\_islamiste.pdf](http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_19_mvt_islamiste.pdf).

grands massacres revendiqués par les GIA en 1997 et 1998, de plus en plus de voix s'étaient élevées sur la scène internationale, s'interrogeant sur la véritable nature de ces groupes et leurs liens avec les chefs de l'armée. À l'automne 1997, une campagne internationale pour une commission d'enquête indépendante sur les massacres avait été lancée par les organisations de défense des droits de l'homme<sup>10</sup>. Il était temps de se débarrasser de ces GIA devenus trop encombrants.

### *GIA, action psychologique et massacres de masse*

Comme à l'habitude, les généraux Mohammed Médiène, dit « Toufik », et Smaïl Lamari, dit « Smaïn » (respectivement numéros un et deux du DRS depuis septembre 1990), avaient une longueur d'avance. En « effaçant » les GIA, ils évitaient que devienne trop évident le rôle qu'ils leur avaient assigné, celui d'une organisation contre-insurrectionnelle, largement inspirée dans ses principes par la doctrine dite de la « guerre moderne » élaborée dans les années 1950 par des officiers français – dont les colonels Charles Lacheroy et Roger Trinquier – et appliquée d'abord... en Algérie, pendant la guerre d'indépendance (avant d'essaimer dans le monde entier, en particulier en Amérique latine<sup>11</sup>). Indissolublement associés au déploiement de la puissante « machine de mort » des forces de sécurité, pratiquant depuis 1994 à grande échelle la torture et les exécutions extrajudiciaires<sup>12</sup>, les GIA assuraient plusieurs fonctions complémentaires : terroriser par des crimes injustifiables une population largement acquise à l'opposition islamiste ; se substituer à la véritable rébellion armée pour la discréditer et provoquer des dissensions internes ; pousser à l'armement de la population civile pour combattre le « terrorisme » ; justifier la « guerre totale » contre les civils ; faire accepter les mesures antisociales draconiennes ; bénéficier du soutien international.

Certes, le recours aux techniques de la « contre-subversion » (quadrillage, torture, exécutions extrajudiciaires, faux maquis, manipulations et désinformations) est loin d'être une spécificité des généraux algériens : depuis les années 1950, elles ont été

---

<sup>10</sup> Voir Salima MELLAH, *Les Massacres en Algérie, 1992-2004*, Comité Justice pour l'Algérie, mai 2004, [www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_2\\_massacres.pdf](http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_2_massacres.pdf).

<sup>11</sup> Voir Marie-Monique ROBIN, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, Paris, 2004.

<sup>12</sup> Salah-Eddine SIDHOUM et ALGERIA-WATCH, *Algérie, la machine de mort. Un rapport sur la torture, les centres de détentions secrets et l'organisation de la machine de mort*, octobre 2003, [www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvtort/machine\\_mort/machine\\_mort.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/mrvtort/machine_mort/machine_mort.htm).

utilisées dans de nombreux conflits – qu’il s’agisse de guerres d’occupation ou de guerres civiles – par les chefs militaires. Pour ne citer qu’un exemple, l’armée américaine a ainsi été l’une des premières à appliquer à grande échelle les enseignements de Lacheroy et Trinquier lors de la guerre du Viêt-nam, notamment avec l’« Opération Phénix » (1968-1971), qui coûta la vie à des dizaines de milliers de civils innocents<sup>13</sup>. Et aujourd’hui, désinformation est manipulation sont au cœur de la « Global War on Terror » conduite depuis 2001 par l’administration de George W. Bush.

En l’espèce, la spécificité des militaires algériens, qui détiennent la réalité du pouvoir depuis 1962, est ailleurs : ils sont les seuls à avoir étendu les ressources de l’« action psychologique » à la gestion quotidienne de leur pays et de ses relations internationales. Au point d’en faire le mode exclusif de gouvernement. L’instrument essentiel de cette politique a été la Sécurité militaire (SM), créée en 1962 et devenue DRS en 1990. Formés aux méthodes françaises, puis à celles du KGB et de la Stasi, ses premiers cadres ont construit une machine de contrôle de la société sans équivalent dans le monde contemporain. Comme l’ont justement écrit deux spécialistes de l’Algérie en 1998, la SM est, « en dehors du secteur des hydrocarbures, la seule institution qui fonctionne vraiment... Quadrillant la société, contrôlant une part importante du commerce extérieur, nommant nombre de hauts fonctionnaires, y compris parmi les ambassadeurs, infiltrant les médias, la police, les entreprises d’État, les partis politiques et les groupes islamistes armés, soupçonnée d’être derrière plusieurs attentats et de multiplier les coups tordus, elle désinforme et manipule l’opinion comme, d’ailleurs, les présidents à coup de rapports volontairement erronés ou faussement alarmistes<sup>14</sup> ».

Ce bref rappel était nécessaire pour comprendre pourquoi les chefs du DRS ont poussé l’instrumentalisation des GIA jusqu’à des extrémités inédites. En effet, il ne fait aujourd’hui aucun doute que les atroces massacres de masse perpétrés (principalement dans l’Algérois) en 1997 et 1998 par les « groupes islamiques de l’armée » – comme les qualifie la *vox populi* algérienne – ont été conçus par les chefs

---

<sup>13</sup> Voir Marie-Monique ROBIN, *Escadrons de la mort, l’école française, op. cit.*, chapitre 16.

<sup>14</sup> José GARÇON et Pierre AFFUZI, « L’armée algérienne : le pouvoir de l’ombre », *Pouvoirs*, n° 86, septembre 1998, Seuil, Paris, p. 50.

du DRS comme un moyen de déstabiliser le clan adverse qui s'était constitué au sommet du pouvoir autour du président Liamine Zéroual<sup>15</sup> : désigné par le commandement militaire en 1994, celui-ci affichait son intention de s'émanciper de ses parrains, en se dotant notamment d'un parti politique pour asseoir son autorité. Mis à genoux par ce climat de chaos et une puissante campagne de dénigrement médiatique, le président Zéroual démissionnera le 11 septembre 1998. Et c'est le 16 septembre que sera publié le premier communiqué du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC)...

1999 : « concorde civile » et renouvellement de la « façade démocratique »

La page des GIA est alors tournée (même si elle ne s'effacera que progressivement). Mais pas celle de l'instrumentalisation de la violence « islamiste », signée notamment par la fabrication depuis 1992 de communiqués incendiaires attribués aux GIA et en réalité élaborés par le service d'action psychologique du DRS – comme le révéleront plus tard des officiers dissidents du DRS<sup>16</sup>. Car derrière le renouvellement de la « façade démocratique » du régime permise par l'élection truquée à la présidence de la République, le 15 avril 1999, d'Abdelaziz Bouteflika, candidat désigné par les chefs du DRS et le commandement militaire, l'essentiel de l'architecture répressive qu'ils avaient construite au cours des années de la « sale guerre » (forces spéciales de l'armée, centres de torture du DRS et de la police, miliciens organisés en groupes d'autodéfense ou en gardes communales) est resté en place. Ainsi que de nouveaux groupes armés se revendiquant de l'islam (dont le GSPC), destinés à se substituer aux GIA pour maintenir une « violence résiduelle », afin de prévenir toute velléité de révolte dans une population brisée par les sept années de la « seconde guerre d'Algérie ». En effet, la violence ne diminuera que graduellement : certes sans commune mesure avec les terribles bilans des années 1990, ceux de la première moitié de la décennie 2000 attestent encore annuellement de dizaines d'attentats et massacres collectifs attribués au « terrorisme islamiste », comme de la violence de la répression,

---

<sup>15</sup> Pour une démonstration détaillée, voir notamment : François GÈZE et Salima MELLAH, « Crimes contre l'humanité », postface à Nesroulah YOUS, *Qui a tué à Bentalha ? Algérie, chronique d'un massacre annoncé*, La Découverte, Paris, 2000 ; Salima MELLAH, *Les Massacres en Algérie, 1992-2004*, op. cit.

<sup>16</sup> Voir notamment Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, op. cit., p. 65, 94, 194 et 219.

le nombre de tués passant – selon les chiffres officiels – de 2 700 en 2000 à 668 en 2004<sup>17</sup>.

C'est dans ce contexte qu'intervient, le 20 juillet 1999, l'adoption de la loi de « concorde civile » : elle prévoit une exonération ou une réduction de peine pour les membres des groupes armés qui se rendront avant le 13 janvier 2000, pour autant qu'ils n'aient pas commis de crimes de sang ou de viols (lors du référendum du 16 septembre suivant, la loi est approuvée par 99 % de « oui »). Conçue sur mesure par les chefs du DRS, cette loi ne prévoit évidemment rien pour sanctionner les graves violations des droits humains commis par leurs services, par l'armée et leurs divers supplétifs. De nombreux observateurs s'accordent pour constater qu'elle est notamment destinée à permettre à de nombreux agents du DRS infiltrés dans les GIA de réintégrer leurs unités, et aux combattants de l'Armée islamique du salut (AIS), qui avaient conclu secrètement en octobre 1997 une « trêve » avec le DRS, de retourner impunément à la vie civile.

En même temps que le renouvellement de la « façade démocratique » du régime, cette loi permet également de couvrir la mise en selle par le DRS des nouveaux acteurs clandestins de la « violence résiduelle », notamment en récupérant au sein du GSPC certains éléments des GIA qui se démarquaient de ses dérives (sans être conscients du rôle des manipulations du DRS) et qui n'envisageaient pas de se rendre dans le cadre de la concorde civile. Effectivement, le GSPC se distinguera de son prédécesseur par ses actions plus ciblées, mais tout au long de son évolution tumultueuse, on retrouvera les mêmes attributs caractérisant son instrumentalisation par un ou plusieurs clans du pouvoir. Même si le décodage de ses activités est plus délicat que celui des GIA – les révélations de militaires impliqués dans cette entreprise sont quasi inexistantes –, le récit de ses agissements et de ses contradictions, principalement rapporté par les journalistes algériens spécialistes du « sécuritaire », ne peut s'expliquer, comme on va le voir, que par l'implication directe du DRS.

### **Première phase (1998-2002) : la constitution du groupe**

---

<sup>17</sup> Voir : Jean-Michel SALGON, « La situation sécuritaire en Algérie 1999-2000 », *Les Cahiers de l'Orient*, 2<sup>e</sup> trimestre 2001 ; Julien LARIÈGE, « Contestation politique et violences armées », *Les Cahiers de l'Orient*, décembre 2006 ; Salah-Eddine SIDHOU, « Chronologie des massacres 2004 », *Algeria-Watch*, octobre 2005, [www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/massacres\\_2004.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/mrv/2002/massacres_2004.htm).

### Le GSPC, héritier direct des GIA

Dans son premier communiqué du 16 septembre 1998, le GSPC annonce le ralliement sous ce nouveau sigle de quelques groupes rescapés du GIA et la désignation de Hassan Hattab, jusque-là émir de la « zone 2 » du GIA (Kabylie et partie Est de la capitale) comme émir intérimaire du nouveau groupe. Cette déclaration est signée par quelques hommes : outre Hattab lui-même, il s'agit de Nabil Sahraoui (*alias* Abou Ibrahim Mustapha, émir de la « zone 5 », dans l'est du pays), d'Abou Omar Abd Al-Birr (responsable de la communication) et d'Abdelaziz Abbi (*alias* Abou Al-Hammam Okacha, conseiller militaire). Dans un second communiqué en date du 25 septembre 1998 – publié comme le précédent sur le site Web du GSPC de l'époque –, l'émir intérimaire Hassan Hattab explique que le pouvoir a échoué dans sa stratégie qui consiste en la « déformation de l'image des moudjahidine », en leur attribuant « les viols de femmes, les assassinats d'enfants et de vieillards » et en « encourageant la corruption et la propageant à travers les médias contrôlés par les services secrets ». Hattab appelle ses compatriotes à ne pas s'embrigader dans les milices, à combattre le régime et à serrer les rangs autour des combattants du GSPC.

Ce n'est que dans la déclaration du 24 avril 1999<sup>18</sup>, considérée plus tard par certains responsables du groupe comme marquant la véritable création du GSPC<sup>19</sup>, que les signataires reviennent sur ses circonstances. Selon ce texte, la majorité des hommes qui se réunissent ce jour-là sont issus du GIA et se réclament de sa méthode (*manhaj*) originelle. Dans d'autres écrits, les hommes du GSPC rendront hommage à Djamel Zitouni (« émir national » des GIA d'octobre 1994 jusqu'à sa mort en mai – ou juillet, selon les sources – 1996, dont plusieurs témoignages de militaires dissidents attesteront plus tard qu'il était un agent du DRS<sup>20</sup>), attribuant la dérive des groupes à son successeur Antar Zouabri (lui aussi, selon les mêmes sources, agent du DRS). Cette assertion est un autre indice allant dans le sens d'un « parrainage » du GSPC par

---

<sup>18</sup> [www.qmagreb.org/pages/wihda.html](http://www.qmagreb.org/pages/wihda.html).

<sup>19</sup> Interview de Nabil Sahraoui du 18 décembre 2003, publiée dans la revue du GSPC, *Al-Jamaâ*, n° 1, avril 2004. *Al-Jamaâ* (Le groupe) est une revue publiée par le GSPC sur son site. Il en existe huit numéros allant d'avril 2004 à juillet 2006. Ces numéros rassemblent communiqués, interviews, textes d'analyses de la situation algérienne rédigés par des membres du GSPC et quelques articles d'autres auteurs.

<sup>20</sup> Voir notamment Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, op. cit., p. 214-226 ; et Abdelkader TIGHA, interview pour le documentaire de Jean-Baptiste RIVOIRE, *Services secrets : révélations sur un « vrai-faux » enlèvement*, « 90 minutes », Canal Plus, 1<sup>er</sup> décembre 2003.

le DRS, dès sa création. En effet, au sein des GIA, de nombreux groupes avaient pris conscience bien plus tôt de l'infiltration d'agents du DRS au sommet de l'organisation : entre la fin 1995 et la mi-1996, ils avaient fait dissidence en justifiant leur départ, dans leurs communiqués de l'époque<sup>21</sup>, par la compromission des partisans de Zitouni avec le pouvoir et le ralliement de ces derniers aux positions, légitimant notamment les massacres de civils, du groupe At-Takfir wa Al-Hijra (Exil et Excommunication, groupe islamiste algérien actif au début des années 1990 et composé en partie de vétérans de l'Afghanistan récupérés par le DRS).

Les écrits initiaux du GSPC reprennent une partie de cette critique faite aux GIA, mais se revendiquent donc toujours de Zitouni. Ses dirigeants Nabil Sahraoui et Amari Saïfi (*alias* Abderrezak El-Para, lequel – on y reviendra – défrayera plus tard la chronique avec les prises d'otage de touristes européens en 2003) y sont présentés comme des proches de Zitouni, ayant fait partie de la direction du GIA. Hassan Hattab, l'émir de la zone Boumerdès-Dellys, se serait quant à lui autonomisé par rapport à la direction du GIA en septembre 1996<sup>22</sup>, après la nomination en juillet 1996 d'Antar Zouabri comme émir national. Il continue toutefois à agir au nom du GIA, avec la mention « cabinet de la zone 2 ». Le 8 mai 1998, le quotidien *Liberté* rapporte qu'Hassan Hattab aurait écrit une lettre dans laquelle il condamne à la fois les massacres collectifs et la trêve signée secrètement en octobre 1997 par l' AIS<sup>23</sup>.

Dans leur déclaration du 24 avril 1999, les dirigeants du GSPC expliquent que leur scission du GIA est motivée par leur attachement à la méthode salafiste sur les plans religieux et doctrinaire, exprimée par leur nouvelle appellation pour se démarquer de celle de GIA, identifiée à la méthode d'At-Takfir wa Al-Hijra. Ils se distancient des massacres commis sous la direction d'Antar Zouabri<sup>24</sup>, critiquent le cessez-le-feu décidé par l' AIS et, enfin, annoncent la nomination de Abou Mosaâb Abdelmadjid

---

<sup>21</sup> Cités en détail in Salima MELLAH, *Le Mouvement islamiste algérien entre autonomie et manipulation, op. cit.*

<sup>22</sup> Youcef BEDJAOUÏ, Abbas AROUA, Méziane AÏT-LARBI, *An Inquiry into the Algerian Massacres*, Hoggar, Genève, 1999, p. 382.

<sup>23</sup> Cité par Jean-Michel SALGON, « Le groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) », *Les Cahiers de l'Orient*, 2<sup>e</sup> trimestre 2001, p. 55.

<sup>24</sup> Si les grands massacres collectifs ont effectivement été commis après la prise de pouvoir de Zouabri, l'« émirat » de Zitouni a été lui aussi jalonné de tueries et de liquidations. C'est sous son « règne » que les groupes ayant rallié le GIA en mai 1994 ont été décimés en 1995, dont les membres de la mouvance nationaliste « djazairiste » (voir Salima MELLAH, *Le Mouvement islamiste entre autonomie et manipulation, op. cit.*).

comme nouvel émir remplaçant Hassan Hattab (entre-temps, se sont ralliés des groupes activant dans d'autres zones, mais les hommes qui feront le plus parler d'eux ultérieurement ne figurent pas encore dans l'organigramme, à l'exception d'Hassan Hattab et de Nabil Sahraoui). À cette occasion, est publié le « pacte » (*mithaq*), document-programme auquel se réfèrera le GSPC au cours des années suivantes. Y sont énoncés les fondements religieux et les principes doctrinaires de la formation, ses objectifs, les moyens pour les atteindre et le mode de fonctionnement interne préconisé.

### *La paradoxale implantation du GSPC en Kabylie*

Le GSPC s'est donc constitué à partir d'un noyau de l'ex-GIA de la zone 2, localisé en Kabylie, plus précisément dans la région Boumerdès-Dellys-Tizi-Ouzou. Hattab en aurait été, pour quelques mois, le premier émir. Durant les « années de sang », de 1993 à 1998, la Kabylie s'était distinguée des autres régions du nord par une violence plus ciblée des groupes armés « islamistes » : des assassinats individuels et des attentats y ont visé des fonctionnaires et des établissements publics (administratifs et économiques), mais leur intensité fut sans commune mesure avec l'hyperviolence déchaînée contre les civils dans les régions de Médéa, Aïn-Defla, Blida et la périphérie d'Alger. Surtout, n'y furent commis que très rarement des massacres.

Des groupes armés auraient tenté de s'établir dans la région dès 1993, mais la faible audience des idées islamistes en Kabylie et la formation de milices dès cette date, avec l'accord tacite des autorités, ont considérablement réduit leur marge de manœuvre<sup>25</sup>. Les rares groupes existants dans les maquis montagneux de Kabylie auraient rallié Hassan Hattab au printemps 1998. Depuis cette date, les médias ont toujours localisé l'activité principale du GSPC dans le périmètre Boumerdès-Bouira-Tizi-Ouzou : nouvel indice de sa probable instrumentalisation *ab initio* par le pouvoir, puisque la population de cette région lui est notoirement hostile et que s'y sont multipliées les offensives de l'armée algérienne, secondées par les milices existantes dans la majorité des villages autour de Tizi-Ouzou. Depuis la fin des années 1990, en effet, les maquis dans les monts de Sid-Ali Bounab et de Takhout, dans les forêts de Bounaamane et Mizrana ont subi régulièrement d'intenses bombardements, mais sans résultats

---

<sup>25</sup> Jean-Michel SALGON (avec la collaboration de Mohand KHELLIL et Roger TEBIB), *Violences ambiguës*, CHEAAM, 1999, p. 57.



notoires, puisque la presse continuait à faire état des « actions terroristes » de ces maquis : comme s'il s'agissait d'« actions retenues » des forces armées, empêchées par des ordres supérieurs d'éliminer définitivement ces maquis, afin d'entretenir une « violence résiduelle » tout en maintenant à des fins médiatiques l'illusion du « dernier quart d'heure » (technique déjà rôdée de 1993 à 1995, comme en atteste le témoignage très précisément documenté de l'ex-lieutenant des forces spéciales Habib Souaïdia<sup>26</sup>).

Les actions menées par le GSPC durant les années 1998-2002 sont relativement peu nombreuses et, selon les comptes rendus « sécuritaires » de la presse algérienne, elles concernent surtout des accrochages avec des membres des forces de sécurité, militaires et miliciens, qui traqueraient les maquis de l'organisation, tous limités à la Kabylie (Boumehni, Sid-Ali Bounab et Rakhoukht ; régions de Draâ El-Mizan, Draâ Ben-Khedda, Maâtkas, Sidi-Naâmane, Boghni, Dellys, Aomar, Tizi-Ghennif). Lors de faux barrages routiers, les hommes armés rackettent les automobilistes ; mais les assassinats de civils sont rares. Curieusement, l'hypothétique présence massive du GSPC en Kabylie n'a pas entraîné de manifestation particulière de sa part lors des révoltes qui ont embrasé la région durant des semaines à la suite de l'assassinat, le 18 avril 2001, d'un lycéen dans une gendarmerie. La répression, conduite en particulier par des gendarmes, a été féroce et son bilan très lourd : plus de 120 morts et des centaines de blessés. Le GSPC a exprimé relativement tôt sa solidarité pour la revendication amazighe, qu'il considère comme faisant partie intégrante de l'identité algérienne<sup>27</sup>. Il fustige le régime qui ne connaît d'autre réponse que la violence au ras-le-bol exprimé par la jeunesse du pays, mais il n'annonce pas d'opérations armées, alors que la situation insurrectionnelle pourrait sembler propice à des actions ciblées contre les forces de sécurité. Il n'y a pas eu non plus d'infiltrations de combattants du GSPC dans les manifestations pour s'attaquer aux policiers et gendarmes. Pour un groupe présenté comme fortement organisé et bien implanté, ce qui implique une certaine popularité ou du moins des complicités parmi les habitants de cette région, il est étrange qu'il n'ait pas agi.

Dès la création du groupe, les principaux responsables du GSPC sont mis en scène par les journaux algériens. Ils évoquent donc deux ex-parachutistes passés par l'école

---

<sup>26</sup> Habib SOUAÏDIA, *La Sale Guerre*, La Découverte, Paris, 2001.

<sup>27</sup> Communiqué du 2 mai 2001.

militaire de Biskra : Amari Saïfi, *alias* Abou Haïdara, *alias* Abderrezak El-Para, et Abdelaziz Abbi *alias* Abou Al-Hammam Okacha, *alias* Okacha El-Para, proche de Hassan Hattab et « conseiller militaire » de l'organisation. Nabil Sahraoui, *alias* Abou Ibrahim Mustapha, ingénieur, a rejoint le GIA dès 1992 et a participé à l'évasion spectaculaire de plus de mille détenus de la prison de Tazoult en mars 1994, évasion orchestrée par des agents du DRS pour infiltrer les maquis et procéder par la même occasion à la liquidation de militants politiques islamistes. Il figure sur les premiers documents du GSPC comme émir de la « zone 5 » (Est).

Selon la presse algérienne, des luttes internes pour le leadership du GSPC jalonnent cette première phase de constitution, tandis que les faits d'armes ne sont pas très nombreux. Dans ces premières années, il est d'ailleurs souvent difficile d'identifier les actions des divers groupes, les GIA étant toujours actifs et d'autres groupes n'ayant pas encore rejoint le GSPC. Dans un communiqué du 11 juin 1999, le GSPC annonce la mort de son émir Abou Mosaâb, deux mois après son intronisation, et son remplacement par Hassan Hattab. Apparaît pour la première fois Abderrezak El-Para, présenté comme émir de la zone 5 à la place de Nabil Sahraoui, lui-même relégué au poste de « personnalité importante du groupe ». La presse algérienne affirme que la mort d'Abou Mosaâb serait due à un règlement de comptes entre partisans de ce dernier et ceux de Hattab<sup>28</sup>. Ce dernier restera émir national jusqu'au 16 août 2003 : ce jour-là, un communiqué du GSPC annonce la désignation de Nabil Sahraoui comme émir national. Là encore, il est question de destitution forcée.

#### *Le curieux parcours de Hassan Hattab*

Hassan Hattab, *alias* Abou Hamza, a fait couler beaucoup d'encre. Les péripéties le concernant rappellent étrangement celles des deux précédents émirs du GIA, qui tous deux avaient plusieurs fois été déclarés morts avant de resurgir brusquement. Ainsi, deux mois seulement après sa nomination définitive à la tête du GSPC, le quotidien *El-Watan* affirme qu'il a été tué et que l'un des anciens parachutistes, Okacha, a repris le flambeau<sup>29</sup>. Pourtant, les communiqués ultérieurs du GSPC continueront d'être signés par Hattab jusqu'à sa destitution en août 2003 ; et différents organes de presse prétendront que ce dernier serait pris en otage par un « quatuor formé de trois anciens

---

<sup>28</sup> *Liberté*, 20 mai 1999.

<sup>29</sup> *El-Watan*, 21 août 1999.

parachutistes, Okacha, Azeddine, Messaoud, et d'un ancien gendarme, Abou Djoudjana, qui auraient de fait pris la direction du GSPC en installant Abou El-Bara (de son vrai nom Mohammed Zerabib) comme "mufti" du groupe, et en exécutant un proche de Hattab, Mohammed Lamine. Un autre proche de Hattab, Sahraoui, aurait été destitué et remplacé par Abderrazak Abou Haïdara, proche d'Okacha<sup>30</sup> ». Cette information sera relayée pendant des mois<sup>31</sup>.

En tout état de cause, la présence de tant d'anciens militaires à la direction du GSPC est pour le moins curieuse : quand on connaît le rôle joué antérieurement par de faux « déserteurs » au sein des GIA, et dès lors que – nous y reviendrons en détail – Abderrezak El-Para est bien un agent du DRS, il semble hautement probable que tous ces hommes étaient en fait en mission pour le compte du DRS.

Le 2 janvier 2000, la presse rapporte une nouvelle fois la mort d'Hassan Hattab<sup>32</sup>. Puis, le 13 janvier 2000, la radio nationale annonce qu'il s'apprêterait à se rendre dans le cadre de la politique de « concorde civile » et qu'il serait en contact avec un négociateur mandaté par des militaires. Rapidement, le GSPC dément ces informations par deux communiqués signés de son nom<sup>33</sup>. Comme pour ajouter à la confusion, le président Bouteflika envisage dans un entretien à la chaîne libanaise LBC l'octroi d'une amnistie au GSPC de Hassan Hattab, au motif qu'il n'a pas été mis en cause dans des massacres de civils, mais avait pris pour objectifs l'armée et les forces de sécurité. Par la même occasion, il confirme que Hassan Hattab est encore en vie<sup>34</sup>.

Au vu de ces informations contradictoires, on peut se demander si, à l'époque, le contrôle du GSPC ne fait pas l'objet d'un conflit entre différents clans du pouvoir. Ces informations rappellent en effet la manœuvre employée avec l' AIS en 1997, quand les hommes du président Zéroual tentèrent de trouver une solution politique avec ses dirigeants, alors que le DRS négociait une reddition. Court-circuitant le clan présidentiel, le général Smaïn Lamari, numéro deux du DRS et principal organisateur depuis 1991 de la manipulation des groupes armés « islamistes », avait pris l'affaire en main : l' AIS a été contrainte à un cessez-le-feu, annoncé le 1<sup>er</sup> octobre 1997, et ses

---

<sup>30</sup> *El-Watan*, 28 septembre 1999.

<sup>31</sup> Voir par exemple *Liberté*, 27 janvier 2000.

<sup>32</sup> *Liberté*, 2 janvier 2000.

<sup>33</sup> Communiqués du 13 janvier 2000 et du 1<sup>er</sup> février 2000.

<sup>34</sup> Reuters, 2 février 2000.

membres ont bénéficié d'une « grâce amnistiante » en 2000 garantissant la liberté à ceux qui en avaient accepté les conditions – mais ne leur permettant pas, contrairement aux promesses faites, d'exercer une quelconque activité politique autonome. Dans l'épisode de 2000 concernant le GSPC, il semble que la manœuvre du « clan Bouteflika » ait également échoué : Hattab, qui aurait pourtant réussi à convaincre nombre d'émirs locaux de se rallier à la politique de réconciliation, ne se rendra pas et les ex-militaires conserveront le pouvoir au sein de l'organisation après avoir tué son beau-frère Abou Zakaria, responsable médical du groupe<sup>35</sup>.

Hassan Hattab se serait alors rallié à l'option des « militaires » de refus de toute reddition<sup>36</sup>. Il est toutefois difficilement imaginable que des compagnons d'armes acceptent non seulement la présence mais encore l'autorité d'un dirigeant qui pendant des mois aurait négocié avec le commandement militaire. Curieusement, alors que les autorités avaient affirmé, plus de deux ans auparavant, la responsabilité de Hattab et des GIA dans l'assassinat, le 25 juin 1998, du très populaire chanteur kabyle Lounès Matoub, son nom disparaît de la liste des coupables présumés<sup>37</sup>. Et *El-Watan* croit savoir qu'entre-temps le GSPC se serait scindé en deux groupes, celui de Hassan Hattab, qui « se serait mis au vert en attendant des jours meilleurs », et celui des « paras », dirigé par Okacha et prônant la continuation de la lutte armée<sup>38</sup>. Ce qui n'apparaîtra jamais dans les communiqués ultérieurs du GSPC...

Déjà à l'époque, certains observateurs doutaient de l'autonomie de certains groupes armés. En avril 2001, le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), M<sup>e</sup> Ali Yahia Abdenmour, affirmait : « Il existe aujourd'hui deux organisations islamistes : le Groupe islamique armé (GIA) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC). Certains de leurs groupes sont infiltrés par des officiers qui, bien formés, en prennent rapidement la tête. Des rescapés ont certes affirmé qu'ils ont reconnu des islamistes parmi les assaillants, mais la question est : qui sont les commanditaires<sup>39</sup> ? »

En mai 2004, un long article des spécialistes « sécuritaires » du quotidien

---

<sup>35</sup> *Liberté*, 5 février 2000.

<sup>36</sup> *Le Matin*, 16 février 2000.

<sup>37</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 20 décembre 2000.

<sup>38</sup> *El-Watan*, 2 mai 2000.

<sup>39</sup> *Le Courrier de Genève*, 7 avril 2001.

*L'Expression*, Fayçal Oukaci et Mohamed Abdoun, annonce à nouveau la mort d'Hattab : il aurait été tué à la fin de l'été 2003, parole de témoin oculaire, dans une purge interne, victime de ses pairs « militaires »<sup>40</sup>. Mais le GSPC fera état plus tard de sa « démission » de son poste d'émir national<sup>41</sup>... Un ancien compagnon de route, Mourad Khattab, *alias* Abou Omar Abd Al-Birr, responsable de la communication, se rendra fin 2005 aux autorités après avoir passé onze ans au maquis. Réhabilité, il racontera en septembre 2006 sa version des faits à un journaliste du quotidien arabophone *El-Khabar* : selon lui, Hassan Hattab aurait démissionné de son poste pour bénéficier de la réconciliation<sup>42</sup>.

Et finalement, depuis 2005 et la politique de réconciliation nationale, il serait à nouveau impliqué dans des pourparlers avec les autorités ; à en croire ces informations, il négocierait donc depuis plus de trois ans. D'ailleurs, il a même donné en octobre 2005 une interview au journal londonien *Ach-Chark el-Awsat*<sup>43</sup>, dans laquelle il appelait ses compagnons à déposer les armes. En 2007, il a été toutefois condamné par contumace, à plusieurs reprises, à de lourdes peines de prison.

Le parcours d'Hassan Hattab mérite une attention particulière pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il est présenté comme étant à l'origine de la création du GSPC et a été son émir officiel pendant presque cinq ans. Mais surtout, les « informations » livrées sur la trajectoire du personnage indiquent à tout le moins que de sérieuses luttes pour le leadership ont jalonné l'histoire du GSPC, qui malgré offensives militaires et dissidences annoncées – selon les médias algériens –, s'implante facilement dans d'autres wilayas. En fait, Hattab semble avoir été marginalisé dès 2000, les ex-militaires ayant pris la direction du groupe tout en le maintenant de manière fictive comme émir afin de préserver une certaine légitimité politique. C'est notamment la thèse du quotidien *El-Khabar*, qui prétendait en juin 2002 qu'Hassan Hattab aurait été isolé de son propre groupe par une faction « extrémiste », et ne serait plus que formellement l'émir du GSPC<sup>44</sup>.

---

<sup>40</sup> *L'Expression*, 11 mai 2004.

<sup>41</sup> Communiqué du 16 août 2005.

<sup>42</sup> *El-Khabar*, 10 septembre 2006.

<sup>43</sup> 15 octobre 2005 (traduction française : « Hattab présente trois revendications en échange de l'abandon de la lutte armée en Algérie », [www.recherches-sur-le-terrorisme.com/textesislamistes/hattab-gspc.html](http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/textesislamistes/hattab-gspc.html)).

<sup>44</sup> *El-Khabar*, 6 juin 2002.

## Deuxième phase (2003) : l'affaire des otages du Sahara

Jusqu'à la fin 2002, la « visibilité » du GSPC reste relativement limitée : les journalistes algériens réputés être les porte-voix du DRS n'en font que rarement état. Et la « violence résiduelle » qui perdure depuis 1998 (comme par exemple le massacre de douze civils à Médéa le 2 février 2002, ou encore les attentats qui font 250 victimes dans l'Algérois au cours de l'été 2002) reste principalement attribuée aux GIA, ou à d'autres groupes – plus ou moins fantomatiques – qui prétendraient prendre le relais de cette organisation, comme le GSPD (Groupe salafiste pour la prédication et le djihad), le GSL (Groupe salafiste libre) ou le GSC (Groupe salafiste combattant). En Europe et aux États-Unis, la production habituelle des « experts *es* terrorisme » est encore relativement discrète sur le GSPC. Ce n'est qu'en 2002, après les attentats du 11 septembre 2001, que cette organisation a été placée sur la liste états-unienne des organisations terroristes, ce qui permet enfin au régime algérien de se faire entendre sur le plan international en matière de lutte contre le terrorisme, mais aussi aux politiques américains de réfléchir à haute voix sur l'opportunité d'une présence militaire dans la région. Dès 1999, quelques journalistes algériens aux ordres font bien état – on y reviendra en détail – des liens entre le GSPC et Al-Qaida, mais ces tentatives restent assez maladroites.

La situation bascule le 4 janvier 2003 : ce jour-là, à la veille de l'arrivée d'une délégation militaire américaine, venue notamment discuter d'une reprise des ventes d'armes à l'Algérie dans le cadre de la lutte antiterroriste, la presse algérienne rapporte qu'un groupe du GSPC, conduit par Abderrezak El-Para, a attaqué un convoi militaire près de Batna, tuant quarante-trois soldats. C'est l'opération la plus spectaculaire attribuée jusque-là au GSPC. Mais, curieusement, elle ne sera pas revendiquée. Cette affaire restera mystérieuse, les journalistes algériens qui ont tenté d'en savoir plus se heurtant à un mur de silence<sup>45</sup>.

Au même moment, les visites de hauts fonctionnaires américains et européens, spécialistes du sécuritaire, se succèdent. Fin janvier, le secrétaire adjoint américain de la Défense chargé de la sécurité, Peter W. Rodman, fait une visite à Alger. Début

---

<sup>45</sup> « L'embuscade de Batna : près d'un mois après, un mutisme inexplicable dans la région », *El-Watan*, 29 janvier 2003.

février, c'est au tour d'une délégation représentant plusieurs services américains de renseignements, dont le FBI, la CIA et la NSA, de discuter avec les services du DRS et de l'ANP dans le cadre de la coopération antiterroriste<sup>46</sup>.

### Un très étrange enlèvement

Et à la mi-mars 2003, survient une nouvelle affaire, fort mystérieuse : les médias européens annoncent la disparition de touristes dans le Sahara. Entre le 22 février et 23 mars 2003, six groupes de touristes sont enlevés avec leurs véhicules dans le désert, près d'Illizi : trente-deux personnes au total, dont seize Allemands, dix Autrichiens, quatre Suisses, un Néerlandais et un Suédois. Ils vont vivre une odyssée éprouvante, qui coûtera la vie à une femme, victime d'une insolation. Pendant des semaines, les médias, les responsables politiques et les familles des otages spéculent sur l'identité des ravisseurs. Officiellement, ni leur identité ni leurs revendications ne sont connues.

Les otages seront libérés en deux fois, le 13 mai et le 18 août 2003, et les « sources sécuritaires » de la presse algérienne annonceront que l'opération a été menée, au nom du GSPC, par Abderrazak El-Para : jusque-là réputé être, comme on l'a vu, l'émir de la zone 5 du GSPC depuis 1999, il est désormais présenté comme un « lieutenant de Ben Laden » chargé d'« implanter Al-Qaida dans la région du Sahel ». Certes, c'est bien lui que les touristes enlevés ont identifié parmi leurs ravisseurs après leur libération et la publication par *Paris-Match* de photos de lui<sup>47</sup>. Mais, fait curieux, seul l'état-major de l'armée algérienne, ancien employeur d'El-Para, a affirmé qu'il avait agi pour le compte du GSPC, lequel n'a jamais revendiqué officiellement la prise d'otages<sup>48</sup>. Plus troublant encore : certains otages témoigneront après leur libération que l'opération n'aurait pas été ordonnée par le chef présumé du GSPC à l'époque, l'émir Hassan Hattab, mais par El-Para lui-même, lequel aurait décidé seul des raptus alors qu'il se rendait avec ses hommes au Niger pour acheter des armes<sup>49</sup>.

---

<sup>46</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 10 février 2003.

<sup>47</sup> Patrick FORESTIER, *Paris-Match*, 5-11 août 2004.

<sup>48</sup> La seule revendication de cette prise d'otages est un communiqué datant du 18 août 2003 destiné à la presse et signé par l'« émir de la cinquième région, Abou Haidara Abderrezak Amari Al-Aurassi », qui porte l'entête Groupe salafiste pour la prédication et le combat/5<sup>e</sup> région. Ce communiqué n'a pas été publié par les supports habituels du GSPC.

<sup>49</sup> Reiner et Petra BRACHT, *177 Tage Angst*, Highlights Verlag, Euskirchen, 2004, p. 26.

Or, les sources aujourd'hui disponibles permettent d'éclairer une partie significative des zones d'ombres de cette affaire et d'établir qu'il s'agissait d'une opération pilotée par les chefs du DRS, dans le but notamment – couronné de succès – de conforter leurs intenses efforts diplomatiques pour obtenir de Washington un soutien financier et militaire<sup>50</sup>.

Après leur enlèvement – les premiers à la mi-février, les derniers à la mi-mars –, les otages seront scindés en deux groupes, chacun gardé par des hommes qui manifestement ne connaissent pas la région. Les otages rapporteront que les ravisseurs semblent pieux et sincères : ils leur expliquent avoir entrepris cette action pour attirer l'attention de l'opinion publique internationale sur la situation en Algérie et exiger une rançon leur permettant d'acheter des armes.

Ils disposent d'un émetteur radio permettant le contact entre eux et avec leur chef, El-Para, sensé leur donner des directives. Mais ils vont attendre vainement, pendant des semaines, un signe venant de lui et ils sont aussi peu informés de la situation que les otages. Pourtant, assez rapidement, ces derniers savent qu'ils ont été repérés par des hélicoptères de l'armée algérienne, qui les survolent régulièrement dès le 16 mars, à très basse altitude. De fait, plusieurs milliers d'hommes de l'armée algérienne ont été déployés dans le Sahara, mais officiellement rien ne filtre. Le 29 et 30 avril, la presse algérienne rapporte que les otages seraient en vie, aux mains de « terroristes » localisés par l'armée<sup>51</sup>. L'armée algérienne aurait planifié une « intervention militaire », mais les autorités allemandes refuseraient cette solution et plaideraient pour une négociation, afin de préserver la vie des otages ; c'est à cette occasion qu'est évoqué pour la première fois le nom d'Abderrezak El-Para.

Le flou persiste cependant, alors que des hauts responsables des pays dont sont originaires les otages se succèdent à Alger. Le 10 mai, le ministre des Affaires étrangères de la RFA, Joseph Fischer, et le chef des services de renseignements de ce pays se rendent en Algérie. Trois jours plus tard, le 13 mai, le second groupe de dix-sept otages (ceux qui ont été enlevés à la mi-mars) est libéré. Officiellement, l'armée

---

<sup>50</sup> Pour une étude beaucoup plus détaillée de l'affaire, voir Salima MELLAH, « Algérie 2003 : l'affaire des "otages du Sahara", décryptage d'une manipulation », <[www.algeria-watch.org/fr/aw/otages\\_sahara.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/aw/otages_sahara.htm)>, 22 septembre 2007 (enquête dont nous reprenons ici les principaux éléments).

<sup>51</sup> *El Watan* et *Le Quotidien d'Oran*, 30 avril 2003.



algérienne a mené un « bref assaut au cours duquel des précautions ont été prises pour préserver la vie des otages<sup>52</sup> ». Une « libération » fort curieuse, qui ressemble, selon certains des otages libérés, à une mise en scène. Après avoir entendu une bruyante fusillade, ils sortent de leurs abris et sont très surpris de constater que tous leurs ravisseurs, qui ne disposaient pourtant d'aucun véhicule pour s'enfuir, ont disparu. Les otages ne voient aucun cadavre, alors que les militaires algériens qui les récupèrent leur expliquent que quatre ravisseurs auraient été tués...

Une fois de retour dans leur pays, les otages allemands reçoivent la visite de fonctionnaires de la police judiciaire (BKA), qui les interrogent pendant deux jours. Lors de ces débriefings, plusieurs éléments leur confirment que les services allemands étaient informés en temps réel de leurs mésaventures (ils apprendront notamment que le code utilisé par les ravisseurs pour échanger entre eux par radio ayant pu être déchiffré par le BKA, ces communications ont été interceptées et les groupes étaient localisés en permanence<sup>53</sup>). Et ils ne comprennent pas pourquoi l'armée algérienne n'a rien fait pour arrêter El-Para, alors qu'il se déplaçait dans un véhicule connu des services de renseignements et qu'il empruntait tranquillement une des pistes principales de la région.

Le 13 mai, le premier groupe d'otages, enlevé en février, apprend la libération du second à la fois par la radio et par leurs ravisseurs, lesquels s'en réjouissent. Ayant pris contact avec leurs camarades qui détenaient le groupe libéré, ils rapportent qu'il n'y a pas eu d'opération militaire, mais qu'il s'agissait d'une « intervention militaire concertée, afin que le gouvernement algérien puisse continuer de prétendre ne pas négocier avec des terroristes<sup>54</sup> ». Par radio, El-Para annonce à ses hommes qu'il aurait trouvé une « solution » et promet que, le 19 mai, les autres touristes seront libres.

Mais quand le groupe d'Européens rencontre El-Para, ils apprennent qu'il n'y a aucune « solution » : selon lui, l'intervention de l'armée pour libérer le second groupe de prisonniers aurait interrompu les négociations. En l'écoutant, les otages doutent, à juste titre, de la réalité de ces « négociations ». Fin juin, il s'avère une fois de plus qu'elles n'ont pas été entamées. El-Para récupère les derniers membres du groupe qui

<sup>52</sup> Extrait d'un communiqué de l'état-major algérien, cité par Richard LABÉVIERE, RFI, 16 mai 2003.

<sup>53</sup> Rainer et Petra BRACHT, *177 Tage Angst, op. cit.*, 2004, p. 134.

<sup>54</sup> Le fait est rapporté par plusieurs otages, notamment Rainer Bracht (*ibid.*, p. 64-65). Ce dernier attribue ces propos à El-Para, d'autres à ses lieutenants.

avait séquestré les Européens libérés mi-mai et rejoint celui détenant les autres otages. Le 26 juin, tous quittent le camp dans lequel ils ont passé plusieurs semaines, pour se rendre au nord du Mali. C'est l'une des étapes les plus difficiles pour les otages, marquée par le décès, du fait de la chaleur suffocante, de l'une d'entre eux, Michaela Spitzer. Arrivés enfin au Mali, ils vont changer plusieurs fois de camp, mais leurs conditions de vie s'améliorent considérablement. D'après l'un des prisonniers, des membres de la « 9<sup>e</sup> division » (Sahara) du GSPC vont alors se joindre à eux ; ils semblent fortement critiquer cette action, car selon eux, l'Islam interdirait l'emprisonnement de femmes et de personnes âgées. Ce qui contredit certaines allégations de la presse algérienne selon lesquelles le groupe de Mokhtar Belmokhtar aurait participé à – voire organisé – cette opération<sup>55</sup>. (L'émir Belmokhtar, supposé diriger cette « 9<sup>e</sup> division », serait un ancien de l'Afghanistan et des GIA, dont nous aurons l'occasion de reparler.)

Et après d'obscures tractations, le 18 août, les touristes se retrouvent entre les mains des autorités maliennes, qui les amènent à Gao, puis à Bamako, d'où ils pourront regagner leurs pays respectifs. Comme on l'apprendra plus tard, leur libération aurait été obtenue en échange du versement par le gouvernement allemand d'une importante rançon, estimée à 4,6 millions d'euros, au groupe d'El-Para<sup>56</sup>.

*Une opération made in DRS, pour justifier l'implantation militaire américaine au Sahel*

La seule hypothèse permettant de faire coller les différents éléments de ce puzzle est que toute l'affaire a été gérée par le DRS – ce que les gouvernements occidentaux concernés, et en particulier le gouvernement allemand, ne pouvaient ignorer. Car, outre les anomalies déjà évoquées, bien d'autres confirment cette hypothèse. Comment expliquer, par exemple, qu'un groupe politique organise une prise d'otages sans en informer l'opinion publique ni ses sympathisants ? De fait, on l'a vu, il n'y a jamais eu aucune déclaration publique du GSPC à ce sujet. (Le seul document qui s'y réfère indirectement sur son site Web est un appel, daté du 14 octobre 2004, du GSPC aux

---

<sup>55</sup> Voir par exemple : El Kadi IHSANE, « Une trentaine d'étrangers recherchés dans le Sahara. Touristes disparus : enlèvement ou grand bug GPS ? », *Le Quotidien d'Oran*, 7 avril 2003 ; Mounir B., « Affaire des quinze otages européens. Berlin sollicite l'aide des Touaregs maliens », *Le Quotidien d'Oran*, 26 juillet 2003.

<sup>56</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 3 février 2004.

combattants d'un mouvement tchadien, le MDJT, qui séquestrera El-Para et certains de ses hommes quelques mois plus tard – nous y reviendrons.) Curieusement, Mathieu Guidère, auteur d'un ouvrage paru en 2007 intitulé *Al-Qaida à la conquête du Maghreb*<sup>57</sup> (qui retrace en détail le parcours du GSPC en se référant notamment aux écrits du groupe), n'évoque pas du tout cette prise d'otages, que la plupart des autres « experts » et journalistes considèrent pourtant comme un « baptême de feu » du GSPC sur la scène internationale.

Par ailleurs, il est notoire à l'époque que le GSPC n'est pas implanté au Sahara : l'organisation de cette opération, l'orientation dans le désert, la mise en place de la logistique et du ravitaillement, tous ces aspects vitaux durant une période si longue nécessitent des soutiens de l'extérieur. Ne pouvant provenir des rares habitants de la région, cette aide est nécessairement venue d'ailleurs.

Si l'implication des services secrets algériens dans l'opération ne peut donc faire de doute, reste à en comprendre la motivation. Les premiers éléments de réponse à cette question se trouvent dans la presse algérienne elle-même. Car tout au long du déroulement de l'affaire, d'avril à août 2003, elle a publié des dizaines d'articles signés des relais habituels du DRS. Des articles fourmillant d'informations contradictoires, dans une confusion habilement entretenue, d'où émergera progressivement la thèse de l'organisation de l'opération par le GSPC, relais d'Al-Qaida. Un article du quotidien *Le Jeune Indépendant* affirmait ainsi en juillet 2003 : « Au cours d'une conférence conjointe avec le président fédéral autrichien, le Dr Thomas Klestil, M. Bouteflika a déclaré pour la première fois depuis le début de cette affaire que les otages étaient entre les mains d'un groupe terroriste affilié à Al-Qaida d'Oussama Ben Laden<sup>58</sup>. » À partir de début août, certains journalistes ne doutent plus : c'est Abderrezak El-Para, « numéro deux » du GSPC, qui est à l'origine de la prise d'otages et celui-ci est « proche » d'Al-Qaida. Il en est de même pour Mokhtar Belmokhtar, contrebandier sévissant dans le Sud de l'Algérie : alors que, durant des mois, son appartenance au GSPC était présentée comme sujette à caution, voilà qu'il

---

<sup>57</sup> Mathieu GUIDÈRE, *Al-Qaida à la conquête du Maghreb. Le terrorisme aux portes de l'Europe*, Le Rocher, Paris, 2007.

<sup>58</sup> Nabila K., « Touristes disparus dans le Sud algérien. Black-out total sur l'affaire », *Le Jeune Indépendant*, 14 juillet 2003.

est dénoncé comme complice d'El-Para<sup>59</sup>.

L'affaire des otages marque ainsi l'entrée du GSPC sur la scène internationale et, selon les partisans de la thèse d'une présence d'Al-Qaida au Sahel, l'entrée de l'organisation de Ben Laden dans la région. Une opération dont on comprendra plus tard qu'elle était une manipulation destinée, pour ses commanditaires du DRS, à placer l'Algérie au cœur d'une stratégie américaine de contrôle militaire du Sahel. C'est ce que démontrera, dans deux articles très documentés publiés en 2005 et 2006<sup>60</sup>, l'universitaire britannique Jeremy Keenan, spécialiste du Sahara qui se trouvait en Algérie au moment de la prise d'otages, mandaté par des proches des victimes. (Keenan relève notamment qu'une première tentative avortée avait eu lieu en octobre 2002 : un groupe de touristes avait été enlevé à Arak, dans le sud du Sahara, mais ils avaient pu s'échapper ; poursuivis par la gendarmerie algérienne, les ravisseurs seront arrêtés, et... aussitôt relâchés sur ordre du chef du DRS à Tamanrasset, ce qui signait, explique Keenan, l'organisation de l'opération par le DRS<sup>61</sup>.)

Dans un documentaire consacré à l'affaire, diffusé en juillet 2007 sur la chaîne allemande *Südwestfernsehen*, la journaliste Susanne Sterzenbach accorde elle aussi, suite à son enquête, un rôle décisif au projet américain de « sanctuarisation » du Sahel<sup>62</sup>. Dès 2002, le Pentagone avait mis sur les rails l'« Initiative Pan-Sahel », qui structurera sous égide américaine – quelque mille soldats des forces spéciales seront envoyés sur place dans ce but – la coopération antiterroriste entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad (en juin 2005, l'Initiative Pan-Sahel sera élargie à l'Algérie, au Maroc, à la Tunisie, au Sénégal et au Nigéria, devenant la Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative, dotée pour cinq ans par Washington d'un budget annuel de 100 millions de dollars).

Dans ce contexte, l'enlèvement des touristes européens apparaîtra comme une justification idéale pour cette nouvelle présence américaine en Afrique. Et, de fait, au

---

<sup>59</sup> *L'Expression*, 11 août 2003.

<sup>60</sup> Jeremy KEENAN, « Waging war on terror : the implications of America's "new imperialism" for Saharan peoples », *The Journal of North African Studies*, vol. 10, n° 3-4, septembre-décembre 2005 ; et « Security and insecurity in North Africa », *Review of African Political Economy*, n° 108, 2006, p. 269-296.

<sup>61</sup> Jeremy KEENAN, « Waging war on terror », *loc. cit.*, p. 634, note 67.

<sup>62</sup> Susanne STERZENBACH, *Verschwörung in der Sahara* [Conspiration dans le Sahara], Auslandsreporter, SWR, Südwestfernsehen, 4 juillet 2007.

cours des mois suivants, des centaines d'articles fleurissent dans la presse occidentale, présentant cette affaire comme marquant l'ouverture d'un second front géographique dans la « guerre globale contre la terreur » de l'administration Bush. Alors même que, comme l'explique Jeremy Keenan, interviewé par Sterzenbach dans son film, il n'y avait aucune activité terroriste dans la région avant 2003 : « Il n'y avait rien. Pour de nombreuses raisons, on peut dire cela avec certitude. D'une part, il n'y avait pas d'incidents terroristes classiques dans cette région avant l'« affaire des otages » ; d'autre part, la base économique de la population dépend du tourisme. Le Sahara était une des régions les plus sûres du monde. La région est traditionnellement hostile à toute forme d'extrémisme islamique. Des extrémistes ne pourraient pas séjourner plus de cinq minutes dans cet environnement hostile. »

Keenan poursuit en expliquant la nature très singulière du groupe des ravisseurs des touristes européens : « La plupart des preneurs d'otages étaient des vrais salafistes. Ils ne voulaient pas tuer, mais ils étaient dirigés par un agent du DRS. Je ne pense pas que les autres preneurs d'otages le savaient. Toutes les preuves, interviews et protocoles d'audition que j'ai vus montrent qu'ils ont été induits en erreur par leur propre chef, l'émir El-Para, qui portait une douzaine de noms différents et avait une histoire personnelle très douteuse. »

Et Keenan donne son explication de la détention particulièrement longue du premier groupe d'otages : « [Les services algériens] faisaient d'énormes efforts pour emmener les otages dans la zone du Sahel afin que la thèse de la présence terroriste dans le corridor fonctionne. S'ils avaient été libérés en mai, la stratégie principale aurait échoué. Je pense qu'au sein des services secrets algériens, il y avait un désaccord à ce propos, s'il fallait les laisser courir en Algérie ou s'il fallait les transférer vers le Sud pour atteindre l'objectif final. [...] J'avais un rendez-vous avec un ministre à Alger le 19 mai. Le ministre lui-même me disait : « Ils sont libres, c'est magnifique, nous devrions exporter notre armée partout dans le monde. » Nous étions dans son bureau privé et avons écouté général [Mohammed] Lamari à la radio. Il racontait le déroulement de la libération. Le soir, tout a été démenti. »

Pour Keenan, « les Algériens voulaient à tout prix prouver quelque chose. Autrement dit, ils ont transporté le terrorisme du Maghreb au Sahel *via* le Sahara. La

seule raison pour déplacer cette affaire d'otages vers le Sud était de transplanter la terreur ou le terrorisme, de l'emmenner du nord vers le sud dans la zone du Sahel, donc exactement ce que voulaient les Américains. Les Américains avaient maintenant la preuve de la "théorie de la terreur en forme de banane" – la forme de la zone qui s'étend dans le Sahel. Voilà donc la preuve que les Américains voulaient. [...] Maintenant ils reviennent toujours sur cette preuve qui entre-temps n'est plus récente : le GSPC a enlevé trente-deux otages, voilà la preuve. »

Fin 2003, un groupe du GSPC retourne vers le nord avec des armes (achetées, selon la presse algérienne, avec la rançon reçue du gouvernement allemand<sup>63</sup>). Révélée par des images satellites américaines, l'information est transmise à l'armée algérienne qui, le 31 janvier 2004, bombarde le convoi, au sud d'In Salah : la guerre contre le terrorisme est déclenchée dans le Sahara... Et en mars 2004, lors d'une visite en Algérie, le général Charles Wald, commandant en chef adjoint des forces américaines en Europe (EUCOM), pourra ainsi affirmer que des membres d'Al-Qaida tentaient de s'établir « dans la partie nord de l'Afrique, au Sahel et au Maghreb. Ils cherchent un sanctuaire comme en Afghanistan, lorsque les Talibans étaient au pouvoir. Ils ont besoin d'un endroit stable pour s'équiper, s'organiser et recruter de nouveaux membres<sup>64</sup> ».

### **Troisième phase (2003-2004) : la mutation du GSPC**

Grâce à l'affaire des otages, à partir de 2003, l'affaire est ainsi désormais entendue pour les décideurs et la plupart des médias occidentaux : le GSPC est plus ou moins une excroissance d'Al-Qaida et il aurait « vocation » – comme le dira le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière – à fédérer les dangereux noyaux islamistes au Maghreb et au Sahel. Et tous passeront sous silence le fait que c'est justement un rebondissement, aussi inattendu que rocambolesque, de cette affaire qui va apporter la preuve incontestable qu'Abderrazak El-Para est un homme du DRS – au moment même où les chefs de ce dernier engagent une véritable mutation du GSPC, dont les actions terroristes vont se développer considérablement.

---

<sup>63</sup> « Coup de filet spectaculaire dans le désert », *Le Quotidien d'Oran*, 3 février 2004.

<sup>64</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 6 mars 2004.

*Le surprenant parcours d'Abderrazak El-Para, « islamiste » made in DRS*

De septembre 2003 à mars 2004, Abderrazak El-Para cesse curieusement de défrayer la chronique des journalistes « sécuritaires » de la presse algérienne, qui évoquent surtout les graves conflits qui déchireraient le GSPC<sup>65</sup> et le regain de ses actions terroristes dans le nord du pays. On apprend seulement qu'il aurait continué à se déplacer, avec ses hommes, au Mali puis au Tchad, voire qu'il aurait été tué<sup>66</sup>. Puis survient un événement à l'évidence imprévu, qui mettra quelques semaines à filtrer : le 16 mars 2004, affaibli par un accrochage avec l'armée tchadienne, le petit groupe d'El-Para est capturé, dans le désert du Tibesti, par des rebelles du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT).

Les dirigeants de ce mouvement, qui n'ont rien à voir avec la mouvance islamiste, comprennent vite qu'ils ont mis la main sur un « gros poisson ». Comme l'explique Jeremy Keenan, El-Para « figure en bonne position sur la liste établie par Washington des terroristes les plus recherchés, il a été qualifié de “Specially Designated Global Terrorist”, catégorie où figurent Ben Laden et ses principaux lieutenants<sup>67</sup> ». Le MDJT dépêche à Alger son chargé des affaires extérieures, Brahim Tchouma, qui propose de remettre El-Para aux autorités algériennes. Mais, durant de longues semaines, celles-ci tergiversent sur les modalités de l'opération, au grand dam de rebelles tchadiens. Les contacts noués par ces derniers avec la France et les États-Unis sont tous aussi infructueux, comme l'explique en mai 2004 le seul article sérieux publié alors sur cette affaire (dans *Le Monde*), qui cite Brahim Tchouma : « On nous faisait tourner en rond, comme si personne n'avait envie, en réalité, de venir le chercher. Les Américains nous ont demandé de nous adresser à N'Djamena, alors que nous sommes en rébellion contre le pouvoir tchadien ! Quant aux pays africains, ils avaient l'air encore moins intéressés. Nous avons fini par nous dire que ce doit être dans l'intérêt de la région de laisser courir “El Para”. Si on l'arrête, finalement, les crédits américains s'arrêtent aussi, non<sup>68</sup> ? »

---

<sup>65</sup> Salima TLEMÇANI, « Acculé par l'ANP et affaibli par les purges, scission au GSPC », *El-Watan*, 12 octobre 2003.

<sup>66</sup> *L'Expression*, 15 mars 2004.

<sup>67</sup> Jeremy KEENAN, « Security and insecurity in North Africa », *loc. cit.*, p. 273.

<sup>68</sup> Jean-Philippe RÉMY, « “El Para”, le chef salafiste capturé dont personne ne veut », *Le Monde*, 26 mai 2004.

Finalement, à l'issue de moult désinformations des médias algériens et français<sup>69</sup> et d'obscures tractations entre le MDJT et les services libyens<sup>70</sup>, ces derniers récupéreront El-Para et le remettront aux autorités algériennes, le 27 octobre 2004 – opération saluée avec éclat par les journalistes « sécuritaires » algériens<sup>71</sup>. Et c'est alors que s'ouvre un nouveau et invraisemblable feuilleton : officiellement détenu par les autorités algériennes, officiellement considéré comme « ennemi numéro un » dans le Sahel par les États-Unis et par l'Allemagne – où le tribunal de Karlsruhe avait émis contre lui un mandat d'arrêt international<sup>72</sup> –, aucun de ces deux États ne se préoccupera, au-delà de quelques timides déclarations, de faire juger le « Ben Laden du désert ». Plus extraordinaire encore : le 25 juin 2005, l'État algérien, lui, va faire juger et condamner El-Para, par le tribunal criminel de la cour d'Alger, à la réclusion à vie pour « création d'un groupe terroriste armé<sup>73</sup> » ; mais ce jugement sera prononcé... par contumace, car, selon la justice algérienne, qui ne recule pas devant l'absurdité, El-Para serait toujours « en fuite »...

Ce qui, dix-huit mois plus tard, n'émouvra pas le secrétaire d'État allemand à la Sécurité, August Hanning, en visite en Algérie en janvier 2007 : « Nous ne le [Abderrezak El-Para] réclamons plus. D'après mes informations, il est entre les mains des autorités algériennes. Il est jugé et condamné pour des actes qu'il a commis en Algérie<sup>74</sup>. » Propos des plus surprenants, puisque El-Para n'avait pas encore été jugé pour le rapt des trente-deux touristes. Mais la farce ubuesque, rapportée sans le moindre questionnement par la presse locale, ne s'arrêtera pas là : le 18 mars 2007, le même tribunal criminel d'Alger, devait juger à nouveau El-Para... par contumace, au motif hautement fantaisiste que « les procédures judiciaires engagées dans le cadre de cette affaire ont débuté avant qu'«El-Para» ne soit remis aux autorités algériennes et,

---

<sup>69</sup> Comme celle relayée par Radio France internationale, selon laquelle « El Para a été relâché avec deux de ses lieutenants contre une rançon de 200 000 euros payés par le GSPC » (*Le Matin*, 3 juin 2004).

<sup>70</sup> Voir notamment : « Algérie-Tchad-Libye-Allemagne : comment récupérer El-Para ? », *Risques internationaux*, 7 juillet 2004, [www.risques-internationaux.com](http://www.risques-internationaux.com).

<sup>71</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 29 octobre 2004 ; *L'Expression*, *El-Watan* et *Le Jeune Indépendant*, 30 octobre 2004.

<sup>72</sup> Mounir B., « La Libye extradite Abderrezak Al-Para vers l'Algérie », *Le Quotidien d'Oran*, 29 octobre 2004.

<sup>73</sup> *Le Jeune Indépendant*, *El-Watan*, *Liberté*, 26 juin 2005.

<sup>74</sup> *Liberté*, 30 janvier 2007.



donc, considéré comme étant en fuite<sup>75</sup> ». Mais ce jour-là, le tribunal annonce inexplicablement que le procès est reporté « à la prochaine session criminelle, en mai-juin 2007 ». Procès qui n'aura pas lieu ; au cours des six mois qui suivent, on ne trouve plus une ligne à propos de ce procès du « Para » dans les journaux algériens...

En fait, depuis sa « livraison » par les services libyens au DRS en octobre 2004, Abderrazak El-Para a tout simplement disparu. Les rumeurs algéroises le disent depuis « conseiller spécial » des troupes américaines présentes au Sahel, ou en villégiature de luxe, voire liquidé et à six pieds sous terre... Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : si El-Para était vraiment ce qu'en disent les « sources sécuritaires » algériennes (le « numéro deux du GSPC », le « correspondant d'Al-Qaida » au Sahel, le « lieutenant de Ben Laden », etc.), il ne fait aucun doute que sa « prise » aurait été largement exploitée par le pouvoir algérien comme par l'administration américaine. Le black-out officiel qui a au contraire suivi son arrivée à Alger, ainsi que les grotesques « procès par contumace » conduits par une justice aux ordres, ne peuvent avoir qu'une explication : El-Para était un agent du DRS, au sein des GIA, puis du GSPC, et les chefs des services, piégés par son interception imprévue par les rebelles tchadiens, ne pouvaient se permettre la moindre apparition publique du personnage. De même que les services américains, nécessairement informés de la « double nature » du Para.

S'il en était besoin, les éléments de sa biographie fournis par les « sources sécuritaires » de la presse algérienne et d'autres sources – au demeurant aussi invérifiables les unes que les autres – ne peuvent que confirmer cette hypothèse. Présenté comme un ancien parachutiste, membre de la garde du général Khaled Nezzar, l'un des principaux responsables du putsch de janvier 1992, il aurait déserté l'armée en 1991 ou 1992, pour rejoindre les maquis islamistes. En novembre 2004, le site [www.recherches-sur-le-terrorisme.com](http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com) écrivait : « Appelé aussi Amari Saïfi, [El-Para] est né dans l'Est algérien et est âgé d'environ trente-cinq ans. [...] [II] s'appelle en réalité Qessah. Formé en 1987 à l'école des forces spéciales de Biskra, il y devient sergent. Après sa formation, il est muté au 12<sup>e</sup> RPC, une unité d'élite de l'armée algérienne (où il ne se signalait pas par un comportement religieux [...], participant à des beuveries avec ses camarades). En 1992, il déserte de la caserne de Béni-Messous

---

<sup>75</sup> Selon une « source judiciaire » citée par *Le Jour*, 1<sup>er</sup> avril 2007.

(à Alger) pour le maquis [des GIA]. En 1994, cependant, il se rend aux autorités. Pendant deux ans, il aurait été vu à plusieurs reprises au centre de Ben-Aknoun, le CPMI (Centre principal militaire d'investigation<sup>76</sup>), en compagnie du patron d'alors, le colonel [Athmane] Tartag, devenu depuis général. Il est envoyé en stage pendant trois ans, avec le grade de lieutenant, à Fort-Bragg (USA), le centre d'entraînement des Bêrets verts américains. De retour en Algérie, il est nommé capitaine. Pourtant promis à une belle carrière, il déserte à nouveau en 1997 et rejoint les maquis<sup>77</sup>. »

Il nous est évidemment impossible de vérifier ces informations, étonnamment précises. Mais elles sont cohérentes avec celles, bien plus lacunaires évidemment, de la presse algérienne, et avec le scénario devenu très classique depuis 1992 des « émirs » des GIA propulsés à leur tête grâce à des « légendes » construites par le DRS pour y infiltrer ses agents se présentant comme des « déserteurs » auprès des moudjahiddines de base<sup>78</sup>.

Rallié au GSPC d'Hassan Hattab, El-Para en serait devenu en 1999, comme on l'a vu, l'émir de la zone 5 (Est). Pendant trois ans, de 1999 à 2002, son action « terroriste » semble toutefois fort limitée. Les habituels relais médiatiques du DRS ne l'évoquent que rarement, pas plus que les sites Web du GSPC, où en fait il n'apparaît que deux fois au cours de toute sa « carrière » au sein du groupe : la première fois en tant que participant à la rencontre au cours de laquelle Hassan Hattab a été nommé émir du groupe et signataire du communiqué du 11 juin 1999 annonçant cette nomination datant<sup>79</sup> ; et la seconde fois au moment de son enlèvement en 2004 par un groupe d'opposition tchadien (voir *infra*).

---

<sup>76</sup> Il s'agit, précisons-le, de l'un des principaux centres de torture et de liquidation du DRS (voir François GÈZE et Jeanne KERVYN, *L'Organisation des forces de répression*, Rapport du Comité pour la Justice en Algérie soumis au Tribunal des peuples, septembre 2004, [www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier\\_16\\_forces\\_repression.pdf](http://www.algerie-tpp.org/tpp/pdf/dossier_16_forces_repression.pdf)).

<sup>77</sup> [www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Documentsterrorisme/sahara.html](http://www.recherches-sur-le-terrorisme.com/Documentsterrorisme/sahara.html).

<sup>78</sup> Voir notamment Mohammed SAMRAOUI, *Chronique des années de sang*, op. cit., p. 87-92.

<sup>79</sup> Mathieu Guidère (pour qui l'émir de la zone 5 reste Nabil Sahraoui jusqu'à sa nomination comme émir national en août 2003) n'évoque qu'une seule fois El-Para, qu'il présente comme un des lieutenants de Hassan Hattab (Mathieu GUIDÈRE, *Al-Qaida à la conquête du Maghreb*, p. 67). Il ne cite pas le communiqué de nomination de Hassan Hattab du 11 juin 1999 dans lequel Abderrezak Abou Haidara, alias Al-Para, apparaît comme émir de la 5<sup>e</sup> région. Ce communiqué, qui figurait sur l'un des premiers sites Web du GSPC ([www.jihad-algerie.com](http://www.jihad-algerie.com), consulté en mai 2004), dans une compilation d'anciens communiqués sous le titre de « Bayanat sadira », n'y est plus affiché ! Du coup, c'est l'annonce par ce communiqué de la désignation de Hassan Hattab comme émir du GSPC qui a également disparu du site du GSPC/AQMI.

En revanche, c'est bien dans l'Est du pays qu'il défraiera la chronique locale (mais pas celle des médias algériens, alors assez discrets sur ce point) pour son implication dans les trafics de grande contrebande avec la Tunisie gérés par les relais régionaux du DRS, selon le journaliste critique (et exilé) bien informé Djameleddine Benchenouf, qui l'a raconté en détail en 2007 sur son blog<sup>80</sup>. El-Para sera notamment l'organisateur de l'enlèvement de Mohamed Boudiar, sénateur, avocat et trabendiste notoire, le 4 juillet 2001, dans la région de Tébessa. Cette affaire scabreuse n'avait en définitive rien d'un acte « politique », mais relevait purement et simplement du règlement de comptes entre barons à la fois trafiquants et manipulateurs du terrorisme. C'est dire que les collusions de Abderrezak El-Para avec le DRS étaient soupçonnées dès cette époque par les journalistes qui connaissaient les dessous de cette affaire.

D'après Benchenouf (mais aussi plusieurs autres sources), c'est précisément la gestion de ces trafics, lesquels s'étendaient jusqu'au sud du Sahara, qui aurait conduit El-Para à établir une « relation très fructueuse » avec le mystérieux Mokhtar Belmokhtar, grand contrebandier ayant construit sa fortune dans le trafic de kif et de cigarettes dans la région sahélienne, et que la presse algérienne – comme on l'a vu – présentera à partir de 2003 comme l'un des dirigeants du GSPC, ce qui n'avait jamais été le cas auparavant. Et c'est donc à l'occasion de cette projection vers le sud que les chefs du DRS, agissant toujours de façon pragmatique, ont utilisé l'émir de la « zone 5 » pour organiser début 2003 l'enlèvement des otages européens au Sahara, qualifié de façon fort incertaine par la presse algérienne de « zone 6 », « zone 9 » ou « 9<sup>e</sup> division » du GSPC...

*2004 : la fin du GSPC « première manière » et le nouvel émir national Abdelmalek*

#### *Droukdel*

Comme on l'a vu, cette opération a pleinement rempli l'objectif principal que poursuivaient alors les chefs du DRS : accréditer l'idée, dans l'opinion occidentale, qu'Al-Qaida ouvrait un « nouvel Afghanistan » au Maghreb. Et pourtant, contrastant avec cette « vérité » répétée ensuite *ad nauseam* par les médias américains et européens, invoquant l'autorité des « experts » et magistrats de l'antiterrorisme, la réalité sur le terrain n'apporte guère de faits nouveaux confortant cette thèse. Mais

---

<sup>80</sup> Djameleddine BENCHENOUF, « Pourquoi un procès par contumace pour Abderrazak “le Para” ? », 1<sup>er</sup> avril 2007, [http://esperal2003.blogspot.com/2007\\_04\\_01\\_archive.html](http://esperal2003.blogspot.com/2007_04_01_archive.html).

qu'importe : après le spectacle mondial des attentats du 11 septembre 2001 et le feuilleton des « otages du Sahara », la puissance des mises en scènes médiatiques se révèle redoutablement efficace pour consolider la « vérité » du « choc des civilisations » opposant les démocraties occidentales éclairées aux ténèbres de l'islamisme obscurantiste et terroriste. Et les chefs du DRS sont désormais reconnus comme de précieux experts antiterroristes par les États-Unis et l'Union européenne, dont les gouvernements intensifient considérablement la coopération antiterroriste avec Alger à partir de 2003.

Pourtant, en Algérie, cette année 2003 est sans doute celle qui marque l'étiage le plus bas depuis 1999 de la « violence résiduelle », alors toujours attribuée aux GIA et à d'autres groupes (dont le GSPC pour la Kabylie). C'est en 2004 que la situation commence à basculer : les « actions terroristes » se multiplient contre les forces de sécurité, en Kabylie et dans d'autres régions ; et désormais, c'est surtout le GSPC qui est réputé être en première ligne (son site Web, revendiquant régulièrement ces actions, devient très actif). La même année, l'armée algérienne intensifie ses opérations contre les maquis du GSPC. Plus que jamais, ce dernier est décrit par les « sources sécuritaires » algériennes comme « aux abois », affaibli par la répression et les redditions, etc. Et pourtant, à l'évidence, le groupe « salafiste » est à l'offensive, frappant des cibles jusque-là inédites.

Tout au long de la « sale guerre » des années 1992-1999, les GIA n'avaient jamais frappé le « nerf de la guerre » de l'économie algérienne (et principale source de la richesse des « décideurs »), à savoir les installations pétrolières et gazières : autre indice, s'il en était besoin, qu'il ne pouvait s'agir d'un authentique groupe armé en lutte contre le pouvoir. Le GSPC ne dérogera pas à la règle, confirmant ainsi sa fabrication *made in DRS*. Mais, érigé en 2003 au statut de « principale menace » islamiste au Maghreb grâce à l'affaire des otages, il devait être doté d'une nouvelle crédibilité. C'est très probablement ce qui explique le spectaculaire attentat à la voiture piégée, le 21 juin 2004, contre la grande centrale électrique d'El-Hamma approvisionnant Alger. L'attentat, qui ne fait ni victimes ni dégâts majeurs, est revendiqué par le GSPC.

Et, comme cela arrive fréquemment, un article codé d'un journal proche du « clan

présidentiel », *Les Débats*, affirme alors que cet attentat aurait été « commandité par les barons du système » pour bloquer les « efforts de libéralisation du système tels que voulus par le président Abdelaziz Bouteflika<sup>81</sup> ». On peut voir là une énième manifestation des luttes de clans récurrentes au sein du pouvoir algérien, en l'occurrence entre celui du général Larbi Belkheir (grand ordonnateur, avec le général Nezzar et les chefs du DRS, de la « sale guerre »), alors conseiller au cabinet de Bouteflika, et celui, alors dominant, des chefs du DRS, les généraux Mohammed Médiène et Smaïl Lamari, qui avaient la haute main sur le GSPC, successeur de leurs GIA. Mais l'important n'est pas le décryptage de ces luttes opaques, dont les camps sont d'ailleurs à géométrie très variable. Car depuis les années 1980, tous ces clans sont fondamentalement unis dans la gestion, à leur profit, de la prédation des richesses du pays et ils ne se déchirent que sur les marges pour se disputer un butin qui se compte chaque année en milliards de dollars<sup>82</sup>.

En l'espèce, cet article insignifiant n'est intéressant que parce qu'il affirme l'instrumentalisation du GSPC par l'un des clans du pouvoir. Et aussi – on y reviendra – parce que les actions spectaculaires conduites sous son nom par les chefs du DRS (comme auparavant celles des GIA) visent toujours plusieurs objectifs à la fois, au niveau national (luttes de clans entre décideurs algériens) et au niveau international (pour légitimer l'indispensable participation des généraux algériens à la « Global War on Terror » de l'administration Bush).

À la mi-2004, d'autres événements interviennent qui indiquent que les chefs du DRS ont décidé de sanctionner cette évolution en transformant assez radicalement le GSPC « première manière ». Jusque-là simple avatar des GIA, essentiellement cantonnée à la Kabylie, l'organisation salafiste *made in DRS* va prendre une nouvelle dimension, conforme à l'image construite pour l'opinion internationale lors de l'affaire des otages du Sahara conduite de façon solitaire par l'émir Abderrezak El-Para : celle d'une émanation régionale de la nébuleuse Al-Qaida. Pour cela, il fallait changer d'hommes.

À la mi-juin 2004, Nabil Sahraoui, l'émir national du GSPC, est tué dans une

---

<sup>81</sup> « Les jusqu'au-boutistes sont encore là ! », *Les Débats*, 30 juin-6 juillet 2004.

<sup>82</sup> Voir sur ce point la somme, très précisément documentée, de Lounis AGGOUN et Jean-Baptiste RIVOIRE, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États. Histoire secrète, de la guerre d'indépendance à la « troisième guerre d'Algérie »*, 2004 (« La Découverte/poche », 2005).

embuscade de l'armée, dans la région d'El-Kseur (Basse-Kabylie)<sup>83</sup>. Dans un premier temps, la presse rapporte que trois de ses plus proches compagnons éliminés avec lui auraient été identifiés. L'un serait Okacha El-Para, ancien parachutiste compagnon de route de Abderrezak El-Para et « conseiller militaire » du GSPC qui aurait fomenté le coup contre Hassan Hattab. Les deux autres seraient Mourad Khattab, *alias* Abou Omar Abd Al-Birr, et Abdelmalek Droukdel, *alias* Abou Mossaâb Abdelouadoud, présenté comme le « vrai numéro deux du GSPC »<sup>84</sup>. S'agissant de ces deux derniers, l'information se révélera fautive : la presse algérienne annoncera plus tard que Droukdel a pris la tête du GSPC le 6 août 2004 (nomination confirmée par un communiqué de l'organisation, ce même jour), puis que Mourad Khattab s'est rendu aux autorités fin 2005 et qu'il est libre depuis<sup>85</sup>.

Curieusement, Droukdel sera à nouveau déclaré mort en mai 2005<sup>86</sup>, mais comme bien d'autres « émirs » du GIA avant lui, il « ressuscitera » miraculeusement. Quoiqu'il en soit, au cours des années suivantes, cet homme deviendra la vedette incontestée des analyses sécuritaires de la presse algérienne (et de tous les rapports des *think tanks* américains et européens consacrés au GSPC). En octobre 2005, il rapportera lui-même dans un entretien<sup>87</sup> avoir rejoint le djihad en décembre 1993, puis s'être spécialisé dans la préparation d'explosifs au sein de la zone 2 des GIA. Dès 1998, il aurait rallié le GSPC, dont il deviendra le président de son organe suprême, « Ahl el-hal ouel-akd » (les tenants de la solution et de la délibération), avant d'en devenir l'émir national<sup>88</sup>.

#### **Quatrième phase (2004-2007) : du GSPC à « Al-Qaida au Maghreb »**

---

<sup>83</sup> Cela est confirmé dans un communiqué du GSPC du 17 juin 2004. Mais ce communiqué est étrange : la date indiquée de son élimination est totalement fantaisiste (16 safar 1420, correspondant au 31 mai 1999) ; et, parmi les djihadistes ayant trouvé la mort cités dans ce communiqué, figure Abdelhak Layada, l'un des premiers émirs du GIA qui pourtant était à cette date en prison (il avait été arrêté en juin 1993).

<sup>84</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 21 juin 2004.

<sup>85</sup> Voir *El-Khabar*, 10 septembre 2006. Le GSPC avait prétendu dans un communiqué du 5 janvier 2006 qu'il aurait été arrêté sur information d'un espion infiltré au sein de l'organisation.

<sup>86</sup> *Le Jour d'Algérie*, 31 mai 2005.

<sup>87</sup> Publié dans la revue *Al-Jamaâ* en octobre 2005.

<sup>88</sup> Aussitôt après la nomination de Droukdel, le spécialiste sécuritaire du *Quotidien d'Oran* Mounir B. est en mesure d'en fournir une biographie détaillée, évidemment entièrement invérifiable (Mounir B., « Un nouvel «émir» désigné à la tête du GSPC. Abdelouadoud, un expert en explosifs formé par Al-Qaida », *Le Quotidien d'Oran*, 7 septembre 2004).

Après l'arrivée de Droukdel à la tête du GSPC, les actions armées revendiquées par l'organisation « salafiste » vont se multiplier en 2005 et plus encore en 2006, atteignant un niveau sans commune mesure avec celui des années précédentes. Elles visent majoritairement les forces de sécurité, lesquelles compteront des centaines de victimes dans leurs rangs – même si s'accroît parallèlement, dans tout le pays, une « violence terroriste » frappant les civils et relevant du pur banditisme. La « lutte antiterroriste » conduite par l'armée et les forces de sécurité va également s'intensifier, marquée par de spectaculaires opérations contre les « maquis » et la liquidation de centaines de « terroristes » ; mais, curieusement, les « victoires » régulièrement saluées par des dizaines d'articles de la presse algérienne, lesquels donnent toujours le GSPC comme pratiquement « démantelé », semblent n'avoir aucun effet sur la recrudescence de ses actions armées, qui tranche nettement avec son activisme relativement limité des années 1998-2002. D'où de légitimes interrogations sur le nombre de « terroristes » présents dans les maquis : « 700 à 800 », affirme en mars 2006 le ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni, soit... le même chiffre qu'il avait donné cinq ans plus tôt<sup>89</sup>.

Cette montée en puissance du GSPC semble bien le fruit du double objectif alors poursuivi par les chefs du DRS, les généraux Mohammed « Tewfik » Médiène et Smaïl Lamari, en poste depuis 1990. Sur le plan interne, il s'agit pour eux, comme ils l'avaient fait en 1997 en instrumentalisant les massacres commis par les GIA pour affaiblir le président Zéroual, de faire pression sur le président Abdelaziz Bouteflika : s'ils avaient permis sa réélection le 8 avril 2004 (par un scrutin truqué comme à l'habitude), c'était en effet d'abord pour que celui-ci, réputé pour son entente internationale, fasse accepter le blanchiment légal des crimes contre l'humanité commis par ces généraux. Mais Bouteflika, sachant que c'est là son seul atout pour tenter d'élargir sa très maigre marge de manœuvre face aux chefs du DRS, recule sans cesse l'échéance (ce n'est qu'en septembre 2005, contraint et forcé, qu'il fera adopter par référendum sa « charte pour la paix et la réconciliation nationale » – valant amnistie des généraux criminels –, dont il retardera les décrets d'application jusqu'au 21 février 2006).

---

<sup>89</sup> A. BENCHABANE, « Quel est le véritable nombre de terroristes ? », *El-Watan*, 20 mars 2006.

Et, sur le plan externe, l'instrumentalisation de la violence croissante du GSPC va servir aux chefs du DRS à légitimer aux yeux de la communauté internationale, et en premier lieu des États-Unis, leur rôle éminent dans la « Global War in Terror » états-unienne. Ce n'est qu'en septembre 2006, comme on va le voir, que l'un des chefs présumés d'Al-Qaida adoubera enfin le GSPC algérien. Mais au cours des années qui précèdent – surtout après l'affaire des otages du Sahara de 2003 –, les services d'action psychologique du DRS ne ménageront pas leurs efforts pour légitimer, avec succès, auprès des services et des médias occidentaux l'idée de l'allégeance du GSPC à la nébuleuse islamiste responsable des attentats du 11 septembre 2001.

### *Un combat d'abord cantonné à l'Algérie*

Dès 1999, certains journalistes algériens évoquent des liens entre le GSPC et Al-Qaida. Ainsi, à peine le GSPC constitué, il est rapporté que Mohamed Berrached, un repentis jugé par le tribunal de Tizi-Ouzou, aurait affirmé que Ben Laden serait à l'origine de la création du GSPC de Hassan Hattab<sup>90</sup>. Mais le texte annonçant la création du GSPC et le pacte lui servant de programme ne mentionnent aucun lien organisationnel avec une quelconque « internationale islamiste », Al-Qaida ou autre – même si, dans les écrits du groupe, les luttes armées d'autres organisations se réclamant de l'islam sont parfois évoquées, en particulier celle des Tchétchènes.

Le communiqué publié par le GSPC peu après les attentats du 11 septembre n'a pas été repris sur le site de l'organisation, qui regroupait alors ses communiqués, des textes de fond rédigés par ses membres et des documents circulant sur de nombreux sites islamistes<sup>91</sup>. Pourtant, certains journalistes européens ont affirmé en 2002 que le GSPC a salué les attentats dès septembre 2001<sup>92</sup>, alors même que la presse algérienne de l'époque ne s'en est pas fait l'écho. De fait, cette prétendue « information » se révélera fautive, indiquant au passage que les services de renseignements occidentaux et leurs relais médiatiques ont eux aussi, avant même leurs homologues algériens, instrumentalisé l'« internationalisation islamiste » du GSPC.

---

<sup>90</sup> *La Tribune de Genève*, 16 février 1999.

<sup>91</sup> Ce site, initialement [www.jihad-algeria.com](http://www.jihad-algeria.com), a existé par intermittence avec des adresses différentes (en septembre 2007, [www.qmagreb.org](http://www.qmagreb.org)). Les communiqués du GSPC circulent aussi sur des forums.

<sup>92</sup> Selon le *Dictionnaire mondial de l'islamisme* (sous la direction d'Antoine SFEIR, Plon, Paris, 2002), Hassan Hattab aurait signé le 15 septembre 2001 un communiqué dans lequel le GSPC menacerait les États-Unis et l'Europe en cas de riposte américaine.



En effet, ce n'est que le 11 septembre 2003 qu'un communiqué du GSPC, signé par Nabil Sahraoui (son nouvel « émir », rappelons-le, depuis le mois précédent), affirme qu'il retire son « communiqué n° 16 » daté du 19 septembre 2001 relatif aux attentats de New York et Washington, au motif qu'il comporterait des « erreurs » (selon des commentaires de presse parus plus d'un mois après, le GSPC de Hassan Hattab avait alors estimé que les attentats ne pouvaient, d'un point de vue islamique, être considérés comme des actes « légitimes »). Certains journaux algériens interprètent ce communiqué de Sahraoui comme un acte d'allégeance à Al-Qaida<sup>93</sup>, d'autres comme l'inscription des actions du GSPC pour la première fois dans un contexte international<sup>94</sup>. Au moment de la publication de ce communiqué, on l'a vu, le GSPC avait fait son entrée sur la scène internationale avec l'enlèvement des touristes au Sahara début 2003.

En comparaison avec les écrits du GSPC de 2007 officialisant son allégeance à Al-Qaida, il est difficile d'interpréter ce communiqué du 11 septembre 2003 comme un signe clair de subordination à l'organisation de Ben Laden, puisque le groupe algérien se contente alors d'exprimer sa « fidélité » ou « loyauté » (*wala'*) « à tout musulman qui fait profession de foi, à tout combattant qui brandit l'étendard du *djihad* en Palestine, en Afghanistan sous l'émirat de Mulla Omar, en Tchétchénie, aux Philippines et à l'organisation Al-Qaida sous l'émirat d'Oussama Ben Laden, et à tout détenu dans les prisons des tyrans ; elle appelle tous les moudjahiddines – chacun à sa place – à l'union dans la parole et à serrer les rangs ».

Dans l'interview déjà citée de Nabil Sahraoui datée de décembre 2003 et publiée en avril 2004 dans le premier numéro de la revue du GSPC, *Al-Jamaâ*, celui-ci félicite Oussama Ben Laden, saluant le rôle qu'il a joué dans la lutte des Afghans contre l'armée soviétique et son soutien aux combattants arabes en Afghanistan. Questionné à propos de la relation qu'entretient la lutte du GSPC avec celle d'Al-Qaida et d'autres groupes djihadistes, il affirme qu'elle peut être qualifiée de « complémentaire », selon le « sixième objectif » énoncé dans le pacte de l'organisation salafiste algérienne : « Le GSPC est le moyen au cours d'une étape donnée pour accéder à l'édification de la juste direction de la communauté des musulmans (*el-khilafa arrachida*). » Et il ajoute

---

<sup>93</sup> *Liberté*, 23 octobre 2003.

<sup>94</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 23 octobre 2003.

que « la loyauté envers l'islam et la *sunna* doit précéder la loyauté envers tout autre cadre, quels que soient leurs rôles ou leur importance, et le musulman est le frère du musulman ; et si leurs territoires sont divisés, à chacun le droit au soutien, selon le principe 9 du pacte ».

À cette époque, le GSPC exprime donc sa proximité d'Al-Qaida, mais il ne peut être question ni d'allégeance ni de liens organiques avec l'organisation de Ben Laden. En mai 2004 – un mois avant de trouver la mort dans un accrochage avec l'armée –, l'émir national Nabil Sahraoui explique dans un nouvel entretien (qui sera publié dans la revue du GSPC en décembre) qu'il déplore la situation des musulmans dans différentes régions du monde et combat les Juifs et les chrétiens : il appelle au combat contre ces derniers, mais à aucun moment, il ne se réfère aux organisations djihadistes « internationales ». Il semble que le combat que mène le GSPC concerne exclusivement l'Algérie.

*2002-2004 : les « preuves » très fragiles de l'allégeance du GSPC à Al-Qaida*

Jusqu'au printemps 2004, on constate ainsi un décalage entre les trois sources principales d'informations concernant le GSPC : les journalistes algériens « sécuritaires » relais du DRS, les services de renseignements américains et le site Web du GSPC lui-même. Cet imbroglio n'est pas facile à interpréter. Une explication possible tiendrait aux intérêts respectifs des deux principaux acteurs de ce théâtre d'ombres. Le DRS, pour sa part, jouerait sur deux tableaux : consolider, en direction de l'opinion occidentale, la thèse de l'allégeance du GSPC à Al-Qaida par les écrits de ses relais dans la presse algérienne ; et valider, *via* la communication du GSPC (notamment sur son site Web contrôlé par le DRS), l'idée du combat nationaliste contre le « tyran » (*taghout*) algérien, pour faciliter le recrutement de nouveaux djihadistes. Quant aux services secrets américains, il s'agirait pour eux de valider aux yeux des médias occidentaux l'idée d'une nouvelle menace islamiste liée à Al-Qaida en Afrique, afin de légitimer la « Global War on Terror » de l'administration Bush et la présence militaire américaine dans le Sahel (ainsi, dès l'été 2001, des experts américains avaient annoncé que les intérêts des États-Unis seraient menacés par un groupe terroriste lié au GSPC et entraîné en Afghanistan par des combattants d'Al-

Qaida<sup>95</sup>).

Curieusement, durant cette période de l'après-concorde civile, et tandis que le nombre de membres du GSPC s'étant rendus aux autorités reste faible, la presse algérienne fait de plus en plus souvent état de défections et dissidences au GSPC. Début 2002, les services secrets français auraient même annoncé la « fin prochaine du GSPC » ; « les dissensions qui ont affaibli la pyramide de commandement au sein du groupe de Hattab, ainsi que les défections enregistrées après les récentes opérations de l'armée algérienne » expliqueraient cette « prochaine éradication »<sup>96</sup>. Et malgré cet « affaiblissement », certains experts et la presse algérienne veulent faire croire qu'Al-Qaida aurait choisi l'Algérie comme une de ses bases arrière en s'appuyant sur le GSPC.

Pourtant à cette époque, les preuves de cette alliance entre le GSPC et Al-Qaida ou de l'implantation de cette dernière dans le pays sont difficiles à trouver. Il faut se contenter de ce genre d'assertions, parfois remises en cause par ceux-là mêmes qui les propagent. Ainsi, en février 2002, le quotidien *L'Expression*, l'un des plus fervents adeptes de cette thèse, rapporte des propos de Mahfoud Bennoune, ex-membre du Conseil consultatif (pseudo-Parlement créé en 1992 après la dissolution de toutes les institutions constitutionnelles), présenté comme « l'un des rares observateurs du dossier terroriste en Algérie » : « Les éléments qui indiquent les liens entre ces deux organisations ne sont pas très explicites. Hormis la dernière bande vidéo montrant les jeunes appelés algériens se faire massacrer par un des dissidents de Hattab, en l'occurrence Abderrezak El-Para, peu d'indices confirment le lien. En tout cas, cette bande vidéo a été acheminée par des éléments d'Al-Qaida et distribuée à Londres aux endroits des recrutements pour le compte de cette dernière<sup>97</sup>. » Une « démonstration » assurément fragile...

Mais ce qui est intéressant dans ce propos, c'est le rôle attribué à Abderrezak El-Para, présenté comme opposant à Hattab. Personnage obscur jusqu'en 2003, sa « carrière » sera en effet le plus souvent associée à Al-Qaida par les journalistes « sécuritaires » algériens. Ainsi, dès 2002, on apprendra qu'il aurait été le

---

<sup>95</sup> Associated Press, 11 juillet 2001.

<sup>96</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 19 mai 2002.

<sup>97</sup> *L'Expression*, 21 février 2002.

correspondant d'un émissaire yéménite d'Al-Qaida du nom de Mohamed Alwan Abdelwahid, *alias* Abou Mohamed El-Yamani, venu en Algérie en 2001 pour concrétiser la coopération entre les deux organisations et qui aurait été abattu par l'armée algérienne en septembre 2002 (ou février, selon les sources, fluctuantes, de la presse algérienne)<sup>98</sup>. C'est à l'époque l'élément clé présenté par l'armée algérienne pour étayer la fameuse thèse de la connexion du GSPC à Al-Qaida. Et il se trouve aussi toujours un responsable américain qui, sous couvert d'anonymat, confirme l'importance du personnage<sup>99</sup>. L'information se fonde également sur une cassette vidéo (ou audio, selon les sources) diffusée en octobre 2004 par le GSPC, dans laquelle cet émissaire « donne la caution d'Al-Qaida aux salafistes algériens : “J'avais dans l'idée en venant en Algérie, à partir de ce qui se diffuse comme propagande sur les salafistes algériens, de trouver des membres de At-Takfir wa Al-Hijra et des éléments des services de renseignements, ou que les salafistes ne représentaient qu'une minorité traquée dans les montagnes. [...] Mais il s'avère que ce groupe constitue une élite de salafistes après avoir été débarrassé de tous les éléments suspects qui ont préféré choisir la voie de la reddition. Lorsque notre cheikh Oussama Ben Laden verra la réalité et les nouvelles que je lui apporte, il aura une image plus claire du djihad en Algérie”, indique la voix enregistrée<sup>100</sup>. »

Or, le journaliste du *Quotidien d'Oran* qui rapporte cet extrait cite également dans le même article deux membres du GSPC arrêtés et un repent, selon lesquels cet enregistrement était un faux, fabriqué par la cellule audiovisuelle du GSPC ! Donc, en 2004, les seuls éléments qui indiqueraient une relation avec Al-Qaida sont un cadavre, que nul n'a vu, et un faux. De plus, dans la « littérature » du GSPC des années 2002 et 2003, aucune mention n'existe de l'émissaire de Ben Laden – lequel aurait pourtant séjourné plus d'un an en Algérie, accompagné d'Abderrezak El-Para –, ni de cassettes ou d'autres prises de contact avec les responsables d'Al-Qaida.

---

<sup>98</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 6 mai 2004 ; *L'Expression*, 29 septembre 2004 ; *Le Quotidien d'Oran*, 23 octobre 2004 ; *El-Watan*, 10 avril 2006.

<sup>99</sup> *Le Quotidien d'Oran*, 28 novembre 2002.

<sup>100</sup> Mounir B., « Le GSPC produit un faux enregistrement d'Al-Qaida », *Le Quotidien d'Oran*, 23 octobre 2004 ; Fayçal OUKACI, « Une vidéo enregistrée en 2002 le confirme : Ben Laden s'inspire du GSPC », *L'Expression*, 29 septembre 2004.

Mais ce ne sont pas uniquement les services de renseignements algériens par médias interposés qui s'efforcent d'établir une connexion entre les deux organisations. Américains et Français, chacun pour des motifs propres, sont à l'affût de toute indication, quitte à la déformer, pour brandir la menace du terrorisme islamiste dans la région. Ainsi, en juin 2005, un article alarmiste du quotidien *Le Monde* indique que, selon les services de renseignements français, « le GSPC algérien menacerait la France dans le cadre du “djihad” international<sup>101</sup> ». Preuve avancée : le 14 octobre 2004, Abdelmalek Droukdel aurait envoyé une lettre à Abou Moussab Al-Zarkaoui, laquelle aurait été « interceptée par les services américains » ; l'émir national du GSPC y inviterait le chef d'Al-Qaida en Irak à « inclure les Français parmi les cibles des enlèvements en Irak et à les garder en otage » et « affiche [l']intention [du GSPC] d'exercer des pressions de tous ordres sur la France », du fait de son « implication dans la libération des trente-deux touristes européens enlevés dans le Sahara en 2003 » par Abderrezak El-Para. L'objet de ces « pressions » serait, selon la missive interceptée, « d'obtenir la libération » de ce dernier ainsi que d'autres cadres du GSPC détenus en Algérie.

Or, le 14 octobre 2004, date de rédaction de cette prétendue lettre, comme on l'a vu, El-Para *n'était pas* détenu en Algérie : il était encore entre les mains du MDJT, qui ne le livrera à Alger que treize jours plus tard (ce que le journaliste du *Monde*, qui reprend sans distance la thèse des services français, s'abstient d'indiquer dans son article). Quelle qu'en soit l'origine (DRS ? Services américains ou services français ?), il s'agit donc bel et bien d'une désinformation (qui sera reprise sans distance par nombre d'autres médias français)...

*Juin 2005 : l'attaque par le GSPC de la caserne mauritanienne de Lemgheity*

C'est justement en juin 2005 que survient une spectaculaire et fort étrange affaire, qui sera présentée par les services algériens et l'administration américaine comme une preuve beaucoup plus tangible de l'implication d'Al-Qaida, *via* le GSPC, en Afrique du Nord.

Le 4 juin 2005 à l'aube, un groupe de cent à cent cinquante hommes lourdement armés, circulant à bord d'une douzaine de véhicules, attaque une caserne de l'armée

---

<sup>101</sup> Piotr SMOLAR, « le GSPC algérien menacerait la France dans le cadre du “djihad” international », *Le Monde*, 26 juin 2005.

mauritanienne située au nord-est du pays, à Lemgheity, près des frontières algérienne et malienne. L'attaque se solde par dix-huit morts et vingt blessés parmi les soldats mauritaniens, tandis que cinq des assaillants sont tués. Immédiatement, le régime du président Ould Sid Ahmed Taya attribue l'attaque au GSPC. De fait, dès le lendemain, 5 juin, le GSPC revendique l'opération par un communiqué publié sur son site Web<sup>102</sup>, évoquant une « revanche pour nos frères arrêtés dans la dernière série d'interpellations en Mauritanie » et une « riposte au projet Flintlock ». C'est le fameux Mokhtar Belmokhtar, émir de la « zone 9 » du GSPC (Sahara) qui aurait conduit l'opération (ce qu'il confirmera dans une interview publiée en mai 2006 dans le n° 7 de la revue du GSPC *Al-Jamaâ*, où il donne sa version du déroulement de l'attaque<sup>103</sup>). Et, comme pour faire bonne mesure, un communiqué d'Al-Qaida approuve l'opération<sup>104</sup>.

Coïncidence remarquable, celle-ci intervient deux jours avant le début au nord du Mali et du Niger d'exercices militaires conjoints baptisés « Flintlock 2005 », organisés dans le cadre de la « Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative » : coordonnées par le commandement des forces américaines basé en Europe, ces manœuvres ont duré du 6 au 26 juin 2005, mobilisant 3 000 soldats de huit pays africains, dont l'Algérie et la Mauritanie, et 700 hommes des forces spéciales américaines.

Très vite, le scénario de l'affaire présenté par les autorités mauritaniennes (et donc également par le GSPC lui-même) apparaîtra invraisemblable : comment la colonne des assaillants de Lemgheity, prétendument venue d'Algérie, aurait-elle pu se déplacer en plein désert sans être repérée par les satellites espions américains ? Comment auraient-ils pu échapper à la surveillance étroite exercée par l'armée algérienne sur cette zone frontalière ? D'ailleurs, on apprendra plus tard que des hélicoptères

---

<sup>102</sup> [www.qmagreb.org/pages/mauritan.html](http://www.qmagreb.org/pages/mauritan.html).

<sup>103</sup> Dans cette interview, il confirme d'abord avoir mené cette opération, contrairement aux spéculations de certains médias ayant affirmé qu'il n'y avait pas été mêlé. Il explique que la présence des Américains dans la région s'est accrue depuis les tentatives de prises de contact avec les combattants d'Al-Qaida après la mort de Abou Mohammed Al-Yamani. Selon lui, il y aurait des bases à Gao au Mali, à Agadez au Niger et d'autres en création à Naama en Mauritanie et à Tamanrasset en Algérie. Il y aurait eu de nombreux accrochages entre les combattants du GSPC et les troupes armées de ces pays. Après la visite du ministre des Affaires étrangères israélien en Mauritanie et la préparation de grandes manœuvres militaires à laquelle devaient participer les armées des pays cités, ils auraient décidé l'attaque de ce poste militaire. Il s'agissait aussi d'affaiblir le régime d'Ould Taya.

<sup>104</sup> Signé par Abou Maysara al-Iraqi, « chef de la division médias » d'Al-Qaida en Irak », [www.qmagreb.org/pages/iraq.html](http://www.qmagreb.org/pages/iraq.html).

algériens survolaient la caserne mauritanienne le jour de l'attaque, sans être intervenus<sup>105</sup>...

De fait, quelques semaines seulement après les événements, une enquête très fouillée conduite par des opposants sous l'égide de l'Observatoire mauritanien des droits de l'homme (OMDH) explorera les zones d'ombre de l'affaire, pour conclure qu'il s'agissait d'une manipulation<sup>106</sup>. Selon toute vraisemblance, celle-ci a été orchestrée par les services secrets mauritaniens, en concertation avec le DRS algérien. Pour le pouvoir de Nouakchott, l'objectif poursuivi était de déconsidérer ses opposants islamistes modérés, qu'il accusait de collusion avec le GSPC. Nombre d'entre eux avaient été arrêtés quelques semaines plus tôt : « Le 25 avril 2005, explique le rapport de l'OMDH, au moment d'entamer une vaste campagne d'interpellations dans les rangs du courant réformiste musulman, la police mauritanienne annonce l'emprisonnement, une dizaine de jours plus tôt, de “sept djihadistes” locaux, membres d'un groupe composé de vingt personnes qui devaient, selon elle, “commettre des actes de violence”, après avoir suivi une formation adéquate, auprès des “camps d'entraînement” des salafistes algériens. Les communiqués suivants précisent que des “aveux spontanés” ont permis le “démantèlement de la structure, la neutralisation de ses principaux chefs et la découverte d'un vaste réseau de financement lié à Al-Qaida”. »

En fait d'« aveux spontanés », ces opposants, libérés après le coup d'État du colonel Ely Ould Mohamed Vall qui renversera le 3 août suivant le régime d'Ould Taya, accuseront ce dernier de les avoir torturés pour les arracher. Et l'enquête de l'OMDH fera état d'un « pacte de coopération » conclu le 12 janvier 2004 entre un émissaire des services secrets mauritaniens (le général à la retraite Moulaye Ould Boukhreiss, ancien chef d'état-major des armées) et Mokhtar Belmokhtar, offrant au groupe de l'émir de la zone sud du GSPC « soutien financier et assistance logistique [du gouvernement mauritanien], ainsi qu'asile à toute unité dont il attesterait l'identité ». Une

---

<sup>105</sup> Jeremy KEENAN, « Waging war on terror », *loc. cit.*, p. 646.

<sup>106</sup> OBSERVATOIRE MAURITANIEN DES DROITS DE L'HOMME, « Impasse politique et réflexes sécuritaires en Mauritanie. Comment fabriquer du terrorisme utile », juillet 2005, p. 16-17 et 25, [www.conscienceresistance.org/memo\\_rim\\_terrorisme.pdf](http://www.conscienceresistance.org/memo_rim_terrorisme.pdf) ; voir aussi Salima MELLAH, « Terrorismus im Dienste der Großmächte ? », septembre 2005, [www.algeria-watch.org/de/infomap/32/aw\\_mellah.html](http://www.algeria-watch.org/de/infomap/32/aw_mellah.html).

collaboration qui conforte l'hypothèse de l'utilisation du GSPC par le régime d'Ould Taya, avec l'accord d'Alger, pour l'opération de Lemgheity.

Cette « opération terroriste » caractérisée aura ainsi servi opportunément les trois acteurs étatiques impliqués : le régime mauritanien, qui cherchait alors à s'attirer les faveurs de Washington (ce qui n'empêchera pas toutefois sa chute peu après) ; le pouvoir algérien, qui cherchait « à se poser auprès des États-Unis comme leader régional, seul à même de combattre le terrorisme islamiste<sup>107</sup> » ; et, bien sûr, l'administration Bush, qui trouvera là un nouvel argument pour « sécuriser » militairement une zone stratégique, car riche en ressources pétrolières (il se trouve que Lemgheity est située au cœur du bassin de Taoudenni, une zone censée receler d'importantes réserves de pétrole et où les sociétés pétrolières se concurrencent pour l'obtention des droits d'exploitation, en particulier l'Australienne Woodside et la Française Total).

#### *L'affiliation à Al-Qaida et la menace du GSPC contre la France*

Dans les mois qui suivent, la presse algérienne continue de multiplier les articles généraux sur la « menace du GSPC au Sahel », mais l'activité terroriste du GSPC au Sahara reste relativement limitée (comme l'embuscade qui, le 7 avril 2006, coûte la vie à treize douaniers dans la région de Ménéa, revendiquée par l'organisation). Très curieusement, à l'automne 2005, quelques journalistes « sécuritaires » de la presse algérienne font état, avec force détails, de la volonté de l'émir Mokhtar Belmokhtar de « négocier » avec le pouvoir pour se rendre (« négociation » qui défraiera régulièrement la chronique au cours des deux années suivantes)<sup>108</sup>. Ce qui semble indiquer que les chefs du DRS, désormais assurés d'avoir convaincu l'opinion occidentale de l'implantation d'Al-Qaida au Sahel – de fait, au cours des années suivantes, cette légende sera répétée, comme un disque rayé, par les *think tanks* et les médias américains et européens –, ont alors décidé de « mettre sur la touche » un agent devenu inutile, et éventuellement dangereux, du fait de sa relative autonomie permise par son implication dans les trafics de contrebande avec les autres pays du Sahel, plus ou moins contrôlés par le DRS.

---

<sup>107</sup> Christophe AYAD et José GARÇON, « Que s'est-il réellement passé dans le désert mauritanien ? », *Libération*, 8 juin 2005.

<sup>108</sup> Voir par exemple : Mounir B., « Négociations avec un chef du GSPC. Mokhtar Belmokhtar envisage de se rendre », *Le Quotidien d'Oran*, 13 octobre 2005.



En revanche, dans les régions du Nord du pays, principalement la Kabylie, l'Algérois et le Constantinois, on assiste en 2006 à une véritable explosion des actions terroristes du GSPC et des affrontements de ses groupes avec les forces de sécurité. Et les journalistes « sécuritaires » multiplient alors les allusions à une « internationalisation » nord-africaine du combat du GSPC<sup>109</sup> et à son rapprochement avec Al-Qaïda. C'est dans ce sens qu'ils justifient la sévère répression conduite au Maroc par le régime de Mohamed VI contre la « menace terroriste islamiste » (confirmée par les actions kamikazes du printemps 2007<sup>110</sup>) et qu'ils interprètent l'épisode obscur survenu fin décembre 2006 à Soliman, près de Tunis, où l'affrontement entre un mystérieux groupe armé et les forces de sécurité tunisiennes se soldera par une vingtaine de morts<sup>111</sup>.

Cette internationalisation du GSPC est d'ailleurs progressivement confirmée par l'organisation elle-même et par Al-Qaïda. En juillet 2005, l'enlèvement et l'assassinat de deux diplomates algériens à Bagdad seront mis sur le compte de la branche d'Al-Qaïda en Irak sous la direction d'Al-Zarkaoui – lequel aurait pourtant démenti avoir kidnappé ces personnes et les avoir tuées<sup>112</sup>. Mais la commission chargée de la communication du GSPC publiera deux communiqués (datés des 23 et 28 juillet 2005) dans lesquels elle salue ces crimes, les justifiant par le soutien qu'apporte l'État algérien à l'occupation depuis 2003 de l'Irak par l'armée américaine et l'installation d'un gouvernement « illégitime ». Le 1<sup>er</sup> août 2005, un troisième communiqué revient longuement sur cette affaire, justifiant cet enlèvement et ces assassinats par le rôle joué par le gouvernement algérien en tant qu'« allié stratégique des États-Unis en dehors de l'OTAN », qui n'a rien fait pour soutenir le peuple irakien, n'a pas autorisé les manifestations d'opposition à l'invasion de l'Irak, n'a pas protesté contre les événements de Fallouja et d'Abou Ghraïb, etc. Droukdel, lui, célèbre ces assassinats et honore Al-Zarkaoui et Ben Laden dans son entretien déjà cité d'octobre 2005.

#Le 11 septembre 2006, Ayman Al-Zawahiri, présenté comme le numéro deux

---

<sup>109</sup> Voir par exemple : Samar SMATI, « Tunisiens, Mauritaniens, Nigériens, Marocains, Maliens intègrent ses rangs : la nouvelle filière du GSPC », *Liberté*, 26 mars 2006.

<sup>110</sup> Voir Nicolas BEAU et Catherine GRACIET, *Quand le Maroc sera islamiste*, La Découverte, Paris, 2006 (nouvelle édition : septembre 2007).

<sup>111</sup> Voir par exemple : Madjid T., « Après une attaque terroriste en Tunisie, la contagion salafiste au Maghreb », *Liberté*, 6 janvier 2007.

<sup>112</sup> *L'Expression*, 31 juillet 2005.

d'Al-Qaida, annonce dans un message vidéo le ralliement du GSPC à Al-Qaida : « Dans son dernier message vidéo, diffusé cinq ans jour pour jour après les attentats du 11 septembre aux États-Unis, relate *Le Monde*, Ayman Al-Zawahiri a appelé un mouvement islamiste algérien, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), à “devenir une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés”<sup>113</sup>. » Deux jours plus tard, le 13 septembre, le GSPC publie sur son site Web un communiqué dans lequel il confirme l'information : « Nous prêtons allégeance à cheikh Oussama Ben Laden. [...] Nous poursuivrons notre djihad en Algérie. Nos soldats sont à ses ordres pour qu'il frappe par notre entremise qui il voudra et partout où il voudra<sup>114</sup>. »

Cette évolution préoccupe beaucoup en France, où, tout au long des années 2005 et 2006, les grands médias multiplient les articles alarmistes répercutant les très vives inquiétudes des services secrets français (DGSE, DST, RG) quant aux menaces d'actions terroristes formulées par le GSPC contre la France et aux « réseaux dormants » qu'il y entretiendrait – sans (presque) jamais formuler la moindre interrogation sur la nature du GSPC, comme s'il allait de soi, après des années de matraquage médiatique, que cette organisation nébuleuse était une réalité aux contours parfaitement identifiés<sup>115</sup>.

Cette inquiétude sera évidemment encore avivée par la confirmation solennelle du ralliement du GSPC à Al-Qaida. Le 24 janvier 2007, en effet, celui-ci annonce qu'il change de nom. L'organisation s'appelle dorénavant « Al-Qaida au pays du Maghreb islamique » (AQMI), comme l'explique le communiqué signé par Droukdel : « Après le ralliement du GSPC à l'organisation d'Al-Qaida et après avoir prêté allégeance au

---

<sup>113</sup> « Le GSPC réitère son allégeance à Al-Qaida et poursuivra le djihad en Algérie et en France », *Le Monde*, 16 septembre 2006.

<sup>114</sup> *Le Monde*, 14 septembre 2006.

<sup>115</sup> Pour ne citer que quelques exemples, parmi des dizaines d'articles (sans compter les nombreux sujets consacrés au GSPC à la radio et à la télévision) : François LABROUILLE et Laurent LÉGER, « En France, le GSPC algérien, qui vient de faire allégeance à Zarkaoui, suscite toutes les inquiétudes », *Paris-Match*, 13-20 juillet 2005 ; Philippe RIDET et Piotr SMOLAR, « Les islamistes algériens du GSPC font de la France leur “ennemi numéro un” », *Le Monde*, 29 septembre 2005 ; Jacky DURAND et Patricia TOURANCHEAU, « “La menace terroriste contre la France est élevée” : Christophe Chaboud coordonne la lutte contre l'islamisme radical au ministère de l'Intérieur », *Libération*, 18 octobre 2005 ; Jean CHICHIZOLA, « Après les attentats de Madrid et Londres, la France en première ligne », *Le Figaro*, 11 septembre 2006 ; Gérard DAVET et Piotr SMOLAR, « Les maquis algériens inquiètent la France », *Le Monde*, 14 novembre 2006.

lion de l'islam [...] Oussama Ben Laden, que Dieu le garde, le groupe devait changer de nom pour montrer la véracité de la liaison [...] entre les moudjahiddine en Algérie et leurs frères d'Al-Qaida. Nous étions soucieux de changer de nom dès le premier jour de notre ralliement, mais nous n'avons pu le faire avant de consulter cheikh Oussama Ben Laden, que Dieu le garde. »

Ce qui pose évidemment question dans ce ralliement, ce n'est pas la position officielle du GSPC, parfaitement cohérente avec les évolutions orchestrées par ses mentors du DRS au cours des années précédentes. C'est plutôt le soutien public que lui apportent les dirigeants d'Al-Qaida, dont il semble fort peu probable qu'ils puissent être manipulés par le DRS algérien. Certes, bien des questions se posent sur la véritable nature d'Al-Qaida, symbole même de la zone grise assez large où se mêlent confusément depuis les années 1990 les « terroristes islamistes » et les services antiterroristes occidentaux et arabes, questions que nous ne pouvons aborder ici. Mais même en admettant une parfaite autonomie des chefs d'Al-Qaida, il n'est finalement guère surprenant que ceux-ci reprennent à leur compte le discours salafiste et les actions du GSPC, tant ceux-ci ont été « formatés » dans ce but, au fil des années, par les spécialistes du DRS, experts incontestés du verbiage de l'islamisme ultra-radical.

### **Cinquième phase (2006-2007) : le GSPC instrument de la lutte des clans au sommet du pouvoir**

À partir de la fin 2006, les actions terroristes du GSPC-AQMI vont donc encore s'intensifier dans le Nord de l'Algérie. Et pourtant, étrangement, une fraction des « décideurs » algériens les plus en vue et certains journalistes « sécuritaires » vont commencer à faire état publiquement comme (presque) jamais auparavant de leurs doutes sur les liens organiques entre le GSPC et Al-Qaida, invoquant plutôt la main, derrière les chefs du groupe djihadiste, d'« autres intérêts », du « grand banditisme », de la « mafia politico-financière », voire de « capitales étrangères ».

#### *Les fissures au sommet du pouvoir et l'affaire Brown & Root-Condor*

Avant d'examiner les détails de ce surprenant retournement, il est indispensable de rappeler le contexte politique de l'Algérie de 2006, plongée dans une crise profonde, à la fois sociale, économique et politique, et dont les clans qui la dirigent s'inscrivent de

façon complexe dans les conflits géopolitiques des grandes puissances actives dans la région (principalement la France et les États-Unis, mais aussi la Russie, la Chine et les riches États du Golfe arabo-persique)<sup>116</sup>.

Paradoxalement, alors que l'économie réelle (hors pétrole et gaz) est sinistrée, jamais le pays n'a été aussi riche : l'explosion des prix des hydrocarbures a accru de façon vertigineuse les ressources de l'Algérie, laquelle dispose désormais de dizaines de milliards de dollars de réserves de change. L'énormité de ce « gâteau » a exacerbé l'appétit des clans du pouvoir : certains d'entre eux, surtout liés aux réseaux de la « Françalgérie » (mais aussi à d'autres acteurs internationaux comme la Russie) et utilisant la figure déclinante du président Bouteflika, ont commencé en 2006 à contester la domination du « clan Tewfik », exercée presque sans partage depuis sa victoire de 1998 contre le « clan Zéroual ».

Cette conjoncture, ainsi que plusieurs autres facteurs, explique que la « coupole » des dirigeants algériens est depuis lors traversée par une féroce lutte de clans pour le contrôle des richesses du pays, aussi violente que celle des années 1996-1998. Sur le plan interne, le général Mohammed « Tewfik » Médiène n'a pu atteindre son objectif d'une « sortie de crise » qui aurait permis d'instaurer durablement un nouveau mode de pouvoir assurant à son clan à la fois l'impunité de ses crimes contre l'humanité commis au cours des années 1990, une relative paix sociale et la certitude de maintenir (à son profit et à celui de ses enfants) le pillage organisé des ressources du pays.

En effet, l'« autoamnistie » de février 2006 a renforcé les blocages à tous les niveaux de la société : les familles des victimes de la « sale guerre » contestent les mesures destinées à les faire taire, l'opposition islamiste critique l'interdiction de toute activité politique imposée à ses membres et l'opposition dite « républicaine » est sortie laminée de son soutien aux militaires dans les années 1990 – car les chefs du DRS l'ont marginalisée après l'avoir efficacement utilisée comme relais de désinformation, en particulier auprès des médias et des politiques français. S'ajoute à cela le maintien de l'état d'urgence instauré en février 1992 et la répression interdisant tout rassemblement et débat autour des « années de sang ». Parallèlement, la dégradation

---

<sup>116</sup> Pour une analyse plus détaillée de cette conjoncture, après les attentats du 11 avril 2007 à Alger, voir notre article : François GÈZE et Salima MELLAH, « “Al-Qaida au Maghreb” et les attentats du 11 avril 2007 à Alger. Lutttes de clans sur fond de conflits géopolitiques », Algeria-Watch, 21 avril 2007, [www.algeria-watch.de/fr/article/analyse/attentats\\_110407.htm](http://www.algeria-watch.de/fr/article/analyse/attentats_110407.htm).

des conditions de vie d'une grande majorité d'Algériens est telle que les émeutes sont devenues quasi quotidiennes depuis 2003. L'utilisation du « terrorisme résiduel » du GSPC pour y faire face en terrorisant les populations ne semble plus suffire – car c'est aussi une des « fonctions » du GSPC : depuis 2005-2006, ses actions terroristes frappant la population civile sont souvent intervenues dans des lieux où venaient d'éclater des émeutes (pour l'eau, pour les logements, pour les transports, etc.). Enfin, depuis la longue hospitalisation à Paris du président Bouteflika en novembre 2005, sa santé incertaine pose à ses anciens mentors du DRS le problème épineux de lui trouver un successeur à même d'assurer la crédibilité de leur façade civile, essentielle à leurs yeux pour garantir leurs intérêts face à la communauté internationale.

Cette crise larvée explique le discret ralliement autour de la figure de Bouteflika, afin de contrer le clan Tewfik, d'une fraction significative des « décideurs » algériens (y compris sans doute certains des généraux de l'ANP écartés par Tewfik Médiène, au premier rang desquels le général Mohammed Lamari, « démissionné » en août 2004 de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée, et qui avait été pourtant un adversaire de Bouteflika). Pour cette coalition de circonstance, Bouteflika est bien moins un leader qu'un commode paravent. Son objectif principal : casser l'alliance stratégique que le général Tewfik avait nouée – au détriment de la France – avec les États-Unis et qui s'était traduite par l'attribution à des firmes américaines de très importants contrats d'exploitation des hydrocarbures algériens. Car, sur le plan externe, cette alliance était devenue nettement moins intéressante pour les « décideurs » algériens : l'augmentation des prix des hydrocarbures a introduit de nouvelles marges de manœuvre et d'alliances, notamment avec la Russie. En témoigne notamment l'annulation *de facto* par Bouteflika, en juillet 2006, de la « loi sur les hydrocarbures » adoptée en avril 2005 et qui prévoyait d'accorder aux grandes compagnies pétrolières étrangères, surtout américaines, des avantages considérables – annulation qui a suscité de vives réactions de Washington et des firmes concernées, comme Anadarko, très présente en Algérie grâce à ses liens avec le clan Tewfik.

Le net rapprochement d'Alger avec Moscou, très vraisemblablement poussé par le « clan Bouteflika », s'est traduit à partir de 2006 par la conclusion de grands contrats

d'achats d'armements russes (pour quelque 15 milliards de dollars<sup>117</sup>) et le resserrement des liens entre les grandes compagnies pétrolières et gazières russes et Sonatrach pour l'exploitation des hydrocarbures algériens, jusque-là chasse (presque) gardée des firmes américaines<sup>118</sup>.

C'est dans ce contexte qu'éclate, au cours de l'été 2006, une très étrange affaire qui défraiera au cours des mois suivants la chronique de la presse algérienne, laquelle se gardera bien toutefois d'en donner les clés, sauf de façon très cryptée : celle de la firme algéro-américaine Brown & Root-Condor (BRC). Créée en 1994, BRC est une joint-venture entre, d'une part, Sonatrach et Naftech (51 %) et, d'autre part, l'Américaine Kellogg Brown & Root (49 %, filiale « engineering » de Halliburton, alors dirigée par le futur vice-président américain Dick Cheney). Elle a depuis lors décroché de nombreux contrats publics, pour des milliards de dollars, de construction d'établissements publics (hôpitaux et autres), d'infrastructures militaires et pétrolières, etc. En juillet 2006, la presse algérienne annonce qu'une enquête diligentée à l'initiative du président Bouteflika a révélé que ces opérations auraient donné lieu à des malversations et des surfacturations<sup>119</sup>. Au terme d'un étonnant feuilleton médiatique, l'affaire se soldera en septembre 2007, après l'incarcération du P-DG algérien de la société, par le retrait de Kellogg Brown & Root, qui revendra ses parts à la Sonatrach.

Au-delà des disputes autour des commissions qu'aurait touchées le clan Tewfik sur les affaires de BRC, une des clés de l'affaire, qui a contribué de façon décisive à durcir la lutte des clans, sera donnée en novembre 2006 par l'article publié sur le Web d'un journaliste indépendant, Madjid Laribi (dont nous avons pu vérifier le sérieux)<sup>120</sup>. Selon celui-ci, à une date indéterminée (sans doute début 2006), les services de renseignement militaire russes (GRU) ont révélé aux chefs de l'armée algérienne le trucage par les services américains des systèmes de communications sophistiqués

<sup>117</sup> *El Watan*, 1<sup>er</sup> avril 2007.

<sup>118</sup> Safia BERKOUK, « Après le renforcement des relations énergétiques avec la Russie : l'Algérie déterminée à maintenir son influence sur le marché mondial du gaz », *Le Jeune Indépendant*, 4 février 2007.

<sup>119</sup> Atef KEDADRA, « Le dossier de Brown & Root-Condor remis à Bouteflika », *El-Khabar*, 25 juillet 2006.

<sup>120</sup> Madjid LARIBI, « Brown & Root-Condor : une holding « militaro-énergétique » », *Le Maghrébin*, 13 novembre 2006 (consultable à l'adresse [www.algeria-watch.org/fr/article/eco/corruption/brc\\_holding.htm](http://www.algeria-watch.org/fr/article/eco/corruption/brc_holding.htm)).

récemment achetés aux États-Unis par BRC pour le compte de l'état-major général. Selon Laribi, ces « valises de commandement » permettant de sécuriser et contrôler toutes les communications militaires étaient en réalité « connectées en permanence sur les systèmes d'intelligence électronique américains et israéliens » ! BRC étant réputée dans les milieux pétroliers être contrôlée en sous-main par le général Tewfik (et constituant l'une des sources de sa fortune), cette information a suscité un fort ressentiment contre ce dernier chez nombre de chefs de l'armée peu amènes pour le chef du DRS, et qui se sont rapprochés du coup du « clan Bouteflika ».

Mars-avril 2007 : attentats terroristes et messages codés

Le 10 décembre 2006, survient un étonnant attentat, revendiqué dès le lendemain sur son site par le GSPC : à Bouchaoui (près d'Alger), un bus transportant des salariés de la société BRC est mitraillé, faisant deux morts (un Algérien et un Libanais) et plusieurs blessés (dont un Américain et quatre Britanniques). Pour la première fois depuis 1992, une cible américaine est frappée par le « terrorisme islamiste ». Le lieu (ultra-sécurisé) et les circonstances de cette attaque indiquent d'emblée que ses commanditaires sont à chercher ailleurs que dans les maquis de Boumerdès...

Très curieusement, si une partie de la presse algérienne voit là classiquement la main d'Al-Qaida (d'autant plus que « la branche irakienne de la nébuleuse terroriste de Oussama Ben Laden salue, dans un communiqué publié par la vitrine web du groupe salafiste, l'attaque "anti-américaine" de Bouchaoui<sup>121</sup> »), les réactions d'autres journaux et de certains responsables politiques rompent avec cette vulgate jusque-là unanime et évoquent des pistes internes. Ainsi, le ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni, réputé hostile au « clan Tewfik » et rallié au « clan Bouteflika », déclare que le communiqué du GSPC revendiquant l'attentat « n'est qu'un document » et qu'« aucune piste n'est écartée pour le moment<sup>122</sup> ». Parallèlement, la journaliste d'*El-Watan* Salima Tlemçani, relais habituel des thèses du DRS (elle avait jusque-là souvent affirmé la thèse du GSPC instrument d'Al-Qaida), évoque bizarrement les « raisons qui font craindre que l'attentat puisse porter l'empreinte de la mafia politico-financière<sup>123</sup> », recourant au vocabulaire codé habituel des périodes où se durcissent les

<sup>121</sup> Samar SMATI, « Dans un message au GSPC, Al-Qaida se félicite de l'attentat de Bouchaoui », *Liberté*, 16 décembre 2006.

<sup>122</sup> *L'Expression*, 20 décembre 2006.

<sup>123</sup> Salima TLEMÇANI, *El-Watan*, 11 décembre 2006.

affrontements entre clans du pouvoir.

Un imbroglio comme à l'habitude difficile à décrypter. Mais que nombre d'observateurs avertis interprètent aujourd'hui ainsi : l'attentat du GSPC contre BRC (donc, paradoxalement, d'un instrument du clan Tewfik contre l'une de ses sources d'enrichissement) serait un « message » adressé par le chef du DRS à la fois à ses adversaires algériens du clan Bouteflika et, surtout, à ses partenaires – publics et privés – américains. En substance : démontrer à ces derniers qu'ils vont devoir, pour préserver leurs intérêts économiques en Algérie, continuer à y soutenir les plus forts ; et admettre qu'ils ne peuvent se couper du clan Tewfik, puisqu'il n'existe pas d'autre interlocuteur valable.

De janvier à septembre 2007 (date de rédaction de cet article), le GSPC-AQMI va multiplier les attentats spectaculaires, qui susciteront presque à chaque fois de la part des membres ou tenants du « clan Bouteflika » des questionnements de plus en plus explicites sur la véritable nature de cette organisation – questionnements très rarement relevés par les médias occidentaux, lesquels interprètent au contraire cette nouvelle acmé terroriste comme une menace plus sérieuse que jamais contre les intérêts occidentaux, en particulier français<sup>124</sup>. En bref, plus les Occidentaux mettent l'accent sur la menace islamiste internationale, plus certains officiels algériens la réduisent.

Le 3 mars 2007, dans la wilaya d'Aïn-Defla (au lieudit Hayoun), un attentat à la bombe contre un bus transportant des travailleurs de la compagnie russe Stroitransgaz fait quatre morts, dont un Russe. Revendiqué deux jours plus tard par le GSPC-AQMI, il n'est guère médiatisé, alors qu'il s'agit de la première attaque meurtrière contre des ressortissants étrangers depuis que le GSPC est devenu AQMI. Curieusement, l'éditorialiste en vue du *Jeune Indépendant*, Mohamed Zaâf, insinue que d'autres acteurs pourraient être derrière cet attentat et celui contre BRC : « Mais, d'Al-Qaida nous ne connaissons de réel que les voix enregistrées. Depuis l'annonce du tutorat, le GSPC obéit donc aux voix et densifie ses activités avec l'ouverture du procès de la corruption. Le GSPC avait menacé de s'en prendre à la France et aux intérêts français. Il prit cependant tout son monde à contre-pied. Car les intérêts qui avaient été en

---

<sup>124</sup> Voir par exemple : Mireille DUTEIL, « Al-Qaïda cible le Maghreb », *Le Point*, 12 avril 2007 ; Mireille DUTEIL, « Maghreb, l'internationale des kamikazes », *Le Point*, 19 avril 2007 ; Martine GOZLAN, Skander HOUIDI et Mohamed SIFAOU, « Pourquoi Al-Qaïda veut faire basculer le Maghreb » *Marianne*, 24-27 avril 2007.



réalité ciblés, ce sont les intérêts américains, près de Club des pins, et les intérêts russes à Hayoun<sup>125</sup>. »

Le 14 mars 2007, le président Bouteflika lui-même déclare dans une interview : « Des actes terroristes sont encore commis de temps en temps. Ces actes sont le fait du grand banditisme. Ils n'ont rien d'idéologique. Nous nous attelons à les combattre pour y mettre un terme définitif<sup>126</sup>. » Lorsque le journaliste lui demande si les Européens doivent prendre au sérieux les menaces d'un GSPC affichant des ambitions régionales, le président répond : « Il faut faire la part des choses entre la réalité et la propagande, et restituer les choses dans leur juste proportion. Et les Européens le savent, eux, qui sont très bien renseignés sur ces questions. » Étranges assertions, certes codées, mais qui tranchent inhabituellement avec le discours classique des relais médiatiques du DRS et dont le « message » serait le suivant : pour Bouteflika, les responsables du terrorisme doivent être recherchés au sein même du pouvoir algérien (voire chez leurs soutiens aux États-Unis, ce que n'ignorerait pas les services de renseignements européens). Près de quatre ans plus tôt, le président algérien avait fait une déclaration analogue<sup>127</sup>, ce qui semble indiquer que, malgré ses autres discours « langue de bois » sur le terrorisme, il n'a jamais été dupe sur ses véritables commanditaires (comme d'ailleurs, avant lui, le président Liamine Zéroual).

L'expression de ce « doute » par le clan Bouteflika sera plus explicite encore après les terribles attentats d'Alger du 11 avril 2007, revendiqués le jour même par le GSPC-AQMI par un appel téléphonique à la chaîne télévisée arabe Al-Djazira. Présentés par la presse comme des attentats suicides, ils ont ciblé le Palais du gouvernement et le siège de la « Division est » de la Police à Bab-Ezzouar, faisant trente morts et plus de deux cents blessés. Deux jours après, le ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni déclare qu'« il ne faut pas exclure qu'il y ait d'autres intérêts ne voulant pas voir l'État algérien se ressaisir, se restructurer et fonctionner de manière plus efficace<sup>128</sup> ».

De façon très surprenante de la part d'un quotidien qui, jusque-là, n'avait eu de

---

<sup>125</sup> « Le GSPC de nouveau une menace ? », *Le Jeune Indépendant*, 6 mars 2007.

<sup>126</sup> *Liberté*, 14 mars 2007.

<sup>127</sup> Rapportée par Mohamed Zaâf : « L'accusation lancée par le président de la République contre "les gens qui financent le terrorisme" ne peut que rajouter au trouble suscité par le fameux "qui tue qui ?" » (Mohamed ZAÂF, « Odeurs nauséabondes ! », *Le Jeune Indépendant*, 15 juin 2002).

<sup>128</sup> *Le Jeune Indépendant*, 14 avril 2007).

cesse de se féliciter du réchauffement des relations algéro-américaines, *El-Watan* va enfoncer le clou. Le 15 avril, il accuse explicitement les États-Unis d'instrumentaliser le « terrorisme islamiste », dans un article qui mérite d'être largement cité : « Le Maghreb, notamment l'Algérie, est-il sur le point de faire les frais de luttes géopolitiques que se livrent les USA et la France au moyen du terrorisme islamique ? On assiste depuis environ une vingtaine d'années à une même constante : tous les pays du tiers monde où ont été faites de grandes découvertes de pétrole et de gaz ont été victimes de déstabilisation où le terrorisme islamiste (qu'il soit local ou international avec Al-Qaida) semble être l'acteur le plus souvent impliqué. [...] Il est incontestable que le Maghreb et plus profondément les pays du Sahel (Mali et Nigeria) par où passera l'oléoduc en provenance du Nigéria, intéressent beaucoup les Américains et l'enjeu consistera à évincer l'Europe, et plus particulièrement la France, de cette zone pour laquelle les USA ont un intérêt vital, tout particulièrement depuis la découverte d'hydrocarbures en Mauritanie. [...] La mise en œuvre de cette stratégie [passe] par la présence militaire américaine dans les pays d'Afrique du Nord en faisant valoir le principe de lutte contre le terrorisme islamiste qui aurait élu domicile dans certaines de ces régions (Algérie, Mauritanie, Maroc, Mali, Niger, Tchad) depuis qu'il a été chassé d'Afghanistan. La création de bases militaires au Mali (Sud de l'Algérie) a déjà été révélée par de nombreux journaux. Amplifier les actions terroristes dans ces régions pour faire accroire à leur dangerosité pour la sécurité du monde et par conséquent à une nécessaire intervention américaine semble être le jeu auquel s'adonnent depuis ces dernières années les forces américaines. Cet état d'instabilité permanent poussera les pays d'Europe à se désintéresser de cette région la laissant aux Américains qui ont déjà parfaitement identifié leurs intérêts et commencé à s'en accaparer. À ce jeu sournois semble parfaitement s'accommoder le réseau Al-Qaida qui, en réalité, travaille, consciemment ou pas, pour les intérêts géopolitiques américains. Cette peur savamment entretenue du terrorisme islamiste, et notamment du réseau Al-Qaida, leur permet de légitimer la nouvelle configuration du monde, notamment le Grand Moyen-Orient qu'ils viennent de décider<sup>129</sup>. »

Une analyse globalement fort pertinente, comme on a très rarement l'occasion d'en

---

<sup>129</sup> Nordine GRIM, « Attentats au Maghreb sur fond de lutte géopolitique », *El-Watan*, 15 avril 2007.

lire dans la presse algérienne « indépendante ». À l'évidence, comme les déclarations codées de Bouteflika et Zerhouni, il s'agit là d'un « message » aisément décryptable par les habitués du sérail algérien : c'est le DRS (allié aux Américains) qui est derrière les attentats du 11 avril. Ce qui est très probablement la vérité, distillée notamment par... les chefs du DRS eux-mêmes, pour « signer » leur crime aux yeux de leurs adversaires au sein de la coupole.

*Vers la fin du GSPC et de la lune de miel algéro-américaine ?*

Par ces attentats *made in DRS*, le clan Tewfik vise ainsi notamment à affaiblir le clan Bouteflika, pour brider ses velléités anti-américaines. Et cette « stratégie de la tension » va se poursuivre au cours des mois suivants. Lors de l'été 2007, le GSPC-AQMI multiplie les attentats, souvent meurtriers, contre les forces de sécurité (mais aussi contre des civils), principalement en Kabylie et dans l'est du pays. Et cela alors même que l'armée conduit sans discontinuer des offensives de grande envergure contre les maquis islamistes.

Le 11 juillet, l'explosion d'un camion piégé dans une caserne militaire de Lakhdaria, à l'est de la capitale, fait au moins dix morts ; il s'agirait d'une opération kamikaze, mais le ministre Zerhouni émet des doutes à ce sujet<sup>130</sup>. Le 27 août, l'un des principaux « décideurs » algériens, le général-major Smaïl Lamari, âgé de 66 ans, meurt d'un infarctus. Mais la disparition du numéro deux du DRS, qui fut comme on l'a vu le grand ordonnateur de la manipulation de la violence islamiste depuis 1990, ne paraît pas changer la donne. Quelques jours plus tard, le 6 septembre, un kamikaze fait exploser sa bombe dans la foule qui attendait une visite du président Bouteflika à Batna : bilan : vingt-cinq morts et plus de cent blessés. Et deux jours après, le 8 septembre, un nouvel attentat kamikaze au camion piégé frappe une caserne des gardes-côtes à Dellys (ville portuaire de Kabylie), faisant trente-quatre morts et plus de soixante blessés. Le jour même, le GSPC-AQMI revendique, par un communiqué à Al-Djazira, les attentats de Batna et Dellys (comme il l'aurait fait le 13 juillet, selon la presse algérienne, pour celui de Lakhdaria – bien que ce communiqué n'ait pas été publié sur le site du GSPC-AQMI).

Et, à nouveau, les ténors du clan Bouteflika désignent explicitement d'autres

---

<sup>130</sup> Ghada HAMROUCHE, « Zerhouni met en doute la nature suicide des derniers attentats », *La Tribune*, 23 juillet 2007.

commanditaires qu'Al-Qaida. Le président lui-même met en cause des « laïques » et des « dirigeants étrangers » : « Nous rejetons aussi bien l'extrémisme des islamistes que celui des laïques [...]. Les auteurs d'actes terroristes œuvrent pour le compte de capitales étrangères et de dirigeants étrangers<sup>131</sup>. » Et pour Zerhouni : « Il y a des éléments et des intérêts qui ne veulent pas que l'Algérie revienne sur la scène internationale. [...] Je n'exclus pas que les auteurs des attentats ont un contact avec l'étranger, mais je ne peux pas l'affirmer. [...] L'attentat de Batna peut être exécuté par des éléments de Batna, mais probablement préparé de l'étranger<sup>132</sup>. » Ce que confirme Bouguerra Soltani, le président du MSP (parti islamiste « modéré » allié à Bouteflika) : « La prise de position de l'Algérie sur certaines questions internationales n'est pas du goût de quelques capitales<sup>133</sup>. »

Alors que certains experts français du terrorisme (mal informés ?) ne veulent voir dans ces dénonciations que le recours à la vieille antienne de la « main de l'étranger », « stratégie assez classique pour se désengager d'un problème et rassurer les partenaires<sup>134</sup> », c'est bien évidemment, comme au printemps 2007, le clan Tewfik et son allié américain qu'elles visent, désormais presque explicitement. Se confirme ainsi à nouveau l'hypothèse que se rejoue le sinistre scénario des massacres de 1997-1998 que nous avons déjà évoqué, quand le DRS utilisait les GIA contre le président Zéroual. Autre similitude avec cette période : comme alors pour les GIA, au cours du printemps et de l'été 2007, plusieurs articles des journalistes sécuritaires algériens évoquent les « lourdes pertes » du GSPC-AQMI, les nombreuses défections et dissensions qui l'affaiblissent, ses sursauts sanguinaires de « bête blessée », tout en mettant en avant de nouveaux groupes armés qui contesteraient l'organisation « salafiste » (de la même façon qu'en 1998, le GSPC était présenté comme un challenger des GIA). Comme si le DRS préparait, au cas où, une relève au GSPC...

Les articles les plus explicites à cet égard sont ceux de l'honorable correspondante du DRS à *El-Watan*, Salima Tlemçani, qui écrit en mai 2007 : « Pour de nombreux spécialistes, le GSPC est en train de vivre les moments les plus durs de son existence,

---

<sup>131</sup> Mounir BOUDJEMA, « On a voulu tuer Bouteflika », *Liberté*, 8 septembre 2007.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> *L'Expression*, 10 septembre 2007.

<sup>134</sup> « Les attentats de Batna et de Dellys “répondent d'abord à une logique algérienne” », *El-Watan*, 11 septembre 2007.

comme cela a été le cas pour le GIA de Antar Zouabri, entre 1997 et 1999, avant qu'il ne disparaisse pour revenir progressivement avec un autre nom, le GSPC, et maintenant Al-Qaida pour le Maghreb<sup>135</sup>. » Et elle fait état de l'émergence d'un nouveau groupe, qui défrayait très épisodiquement la chronique sécuritaire depuis le déclin du GIA, le Houmat da'wa salafiya (HDS, protecteur de la prédication salafiste, déjà crédité en 2003 d'une centaine d'hommes<sup>136</sup>), opposé au GSPC-AQMI : « [Un] communiqué du HDS, une centaine d'éléments activant entre les wilayas de Médéa, Aïn-Defla et Tipaza, se démarque [du GSPC-AQMI] et dénonce les attentats du 11 avril. [...] Ce communiqué de deux pages, signé par Abou Djaâfar Essalafi, émir de l'organisation, compare les attentats à l'explosif dans des lieux publics à ceux commis "par les déviationnistes du GIA qui ont connu la dépravation par degré [...] dans le but d'éloigner les musulmans de l'Islam. [...] Avec ces attentats, ce sont le sang et la vie sacrés des musulmans qui ont été bafoués, alors que Dieu a proscrit toute atteinte à leur âme, dans plusieurs versets du Coran. [...] Ces déviations devant lesquelles nous ne pouvons nous taire, vont certainement nous porter atteinte et à notre action". [...] Les salafistes du HDS, d'anciens vétérans de la guerre d'Afghanistan, ont une stratégie différente en matière de terrorisme. Ils sont plus proches des talibans, en matière d'organisation (écoles coraniques, campements fixes d'entraînements, des opérations criminelles dirigées en groupe contre les forces de sécurité, opposés à la tactique des faux barrages et du racket). Ce qui n'est pas le cas pour le GSPC qui agit en faisant le contraire. La réaction du HDS était prévisible et va ouvrir un autre front contre les troupes de Droukdel<sup>137</sup>. »

Quatre mois plus tard, après les attentats meurtriers de Batna et Dellys, ce scénario *made in DRS* d'un déclin du GSPC-AQMI et de son émir national Abdelmalek Droukdel (en poste depuis août 2004) est confirmé par les « journalistes sécuritaires » : la direction de Droukdel serait contestée en raison de sa politique d'attentats suicides et une rencontre nationale des chefs de l'organisation aurait eu lieu dans la seconde semaine de septembre dans les monts de Lakhdaria pour le destituer et désigner un

<sup>135</sup> Salima TLEMÇANI, « Un important groupe de soutien démantelé », *El-Watan*, 20 mai 2007.

<sup>136</sup> *Le Jeune Indépendant*, 23 juin 2003.

<sup>137</sup> Salima TLEMÇANI, « Un important groupe de soutien démantelé », *loc. cit.* Voir aussi : Salima TLEMÇANI, « Lourdes pertes au GSPC », *El-Watan*, 5 août 2007 ; « La lutte antiterroriste bascule dans une nouvelle réalité », *El-Watan*, 9 septembre 2007.

nouvel émir<sup>138</sup>. Alors qu'on dit Hassan Hattab prêt à la reddition depuis plusieurs années, il aurait écrit une lettre se plaignant de la non-application des décrets de la loi de réconciliation nationale (laquelle, selon lui, devrait permettre à sa famille de bénéficier de dédommagements, puisque plusieurs de ses frères ont été tués au maquis<sup>139</sup>). Il menace de reprendre les armes et les journalistes sécuritaires annoncent qu'il aurait de bonnes chances de redevenir l'émir du GSPC, qui voudrait se défaire de son appartenance à Al-Qaida et de ses méthodes pour redevenir « algérien »<sup>140</sup>...

Au Sahara, il semble que ce soit une autre partition qui se joue. Depuis le printemps 2006, plus aucune action n'est attribuée au groupe de l'émir de la zone sud du GSPC, Mokhtar Belmokhtar ; la presse algérienne n'évoque, épisodiquement, que des accrochages entre ce groupe et les rebelles touaregs, ou quelques opérations de l'armée contre lui. Comme si le DRS avait abandonné ce « front », devenu inutile depuis que l'affaire des otages de 2003 et l'attaque de la caserne mauritanienne de 2005 ont durablement installé le mythe de la présence d'Al-Qaida au Sahel. Est-ce pour cette raison que, début juillet 2007, les États-Unis semblent prendre le relais du DRS pour accréditer à nouveau cette présence ? En effet, alors que, selon plusieurs articles de la presse algérienne, Belmokhtar négocierait « pour se rendre aux forces de sécurité », le directeur du FBI, Robert S. Mueller, en visite au Maroc, annonce qu'un nouveau groupe terroriste serait apparu au Sahara : nommé « Ansar Al-Islam au Sahara musulman », il serait actif « dans la zone mauritanienne dite “Adrar”, située au sud-ouest de la Mauritanie. Les responsables du FBI considèrent que ce groupe s'affaire à recruter des individus des trois pays, le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie<sup>141</sup> ». Ce que confirme, le 13 juillet, le site Web du *think tank* américano-israélien MEMRI (Middle East Media Research Institute), qui cite longuement le communiqué, daté d'avril 2007, que le groupe aurait publié le 28 juin sur divers sites islamistes pour annoncer sa création et ses objectifs (« conduire le djihad contre les régimes nord-africains et le Front Polisario, et en particulier contre le Maroc »)<sup>142</sup>.

---

<sup>138</sup> *Le Soir d'Algérie*, 17 septembre 2007.

<sup>139</sup> *Liberté*, 13 septembre 2007

<sup>140</sup> *Liberté*, 18 septembre 2007.

<sup>141</sup> Ali TITOUCHE, « Le FBI annonce la localisation de “Ansar El-Islam au Sahara”. Le jeu trouble des USA au Maghreb », *L'Expression*, 4 juillet 2007.

<sup>142</sup> « The “Ansar Al-Islam in the Muslim Sahara” group declares jihad against the North African regimes and promises to take back Muslim Spain », *Islamist Websites Monitor*, n° 118, 13 juillet 2007,

Une chose est en tout cas certaine : la lune de miel algéro-américaine des années 2001-2005 semble bien terminée. À partir du début 2006, c'est-à-dire au moment même où le clan Tewfik pro-américain commence à voir sa prééminence mise en cause par le clan Bouteflika, plutôt pro-français et pro-russe, l'Algérie officielle prend ses distances avec les États-Unis. En témoignera notamment le long feuilleton du projet affirmé par le Pentagone, fin 2006, d'implanter rapidement en Afrique un commandement régional de l'armée américaine (Africom), qui permettrait le contrôle des armées locales pour coordonner la lutte antiterroriste dans la région<sup>143</sup> : fortement pressentie pour abriter le siège de l'Africom, l'Algérie opposera une fin de non-recevoir à cette demande.

### **Conclusion : comment en finir avec le GSPC-AQMI-DRS ?**

À l'automne 2007, le GSPC-AQMI semble donc avoir bien perdu sa fonction de justification de l'alliance privilégiée avec les États-Unis promue par le général-major Mohammed « Tewfik » Médiène (dont le clan jusque-là dominant est affaibli par le retournement de la conjoncture mondiale et la disparition du général-major Smaïl Lamari). Mais il conserve une « utilité » interne : le DRS continue cyniquement à le manipuler pour attirer de jeunes Algériens désespérés, prêts à tout pour fuir une société en pleine déréliction : la fuite sur une embarcation de fortune vers l'Europe (au risque, élevé, de périr en mer : plus de 2 000 disparus en 2007), ou le maquis. Et à les envoyer à la mort dans des attentats kamikazes destinés à déstabiliser le clan adverse, au prix de centaines de morts d'innocents.

Cette atroce réalité est pratiquement totalement effacée des commentaires des médias occidentaux, qui préfèrent véhiculer contre toute vraisemblance la fable d'un Bouteflika tout-puissant depuis 1999, dont le tort aurait été d'encourager le terrorisme islamiste, à travers les lois de « concorde civile » et de « réconciliation nationale », « réhabilitant les islamistes » et « balayant les principes démocratiques et laïques ». Certes, bien des islamistes criminels ont été réhabilités, mais d'abord parce qu'ils étaient des agents du DRS ou parce qu'ils s'y sont ralliés, prébendes à l'appui.

---

<http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP165607>.

<sup>143</sup> Bryan BENDER, « Pentagon plans new command to cover Africa », *The Boston Globe*, 21 décembre 2006.

Nous espérons l'avoir montré : on ne peut comprendre l'histoire du GSPC sans prendre en compte celle de la Sécurité militaire (devenue DRS en 1990), puissance tutélaire de la société algérienne depuis l'indépendance en 1962. C'est ce qui explique la tonalité de cet article, où d'aucuns pourront nous reprocher d'avoir abusé des adjectifs et épithètes « étonnant », « étrange », « curieux » ou « surprenant » pour qualifier les épisodes que nous avons relatés. Il ne s'agit pourtant pas d'un effet de style, mais d'un simple constat : des faits avérés et des contradictions flagrantes ont été systématiquement passés sous silence par la plupart des médias, algériens et occidentaux, ayant rendu compte des actions du GSPC.

Loin de toute obsession « conspirationniste » ou « complotiste », notre seul propos a été ici de rechercher, comme le disait l'historien Pierre Vidal-Naquet, « une chose, une petite chose que je me permets d'appeler la vérité, humble fille qui sort toute nue du puits<sup>144</sup> ». En ayant bien conscience que, contre les falsifications produites en temps réel par les services de renseignements, dont le DRS est devenu l'un des maîtres contemporains, cette recherche sera toujours incomplète et sujette à l'erreur. C'est pourquoi l'Algérie ne pourra être débarrassée de la « terreur islamiste » que par le jugement de ses commanditaires, pour enfin dire la vérité et la justice.

---

<sup>144</sup> Pierre VIDAL-NAQUET, « Mes affaires Dreyfus », 24 janvier 2006, [www.pierre-vidal-naquet.net/spip.php?article41](http://www.pierre-vidal-naquet.net/spip.php?article41).



## Annexe : chronologie du GSPC (1998-2007)

**11 septembre 1998.** – Le président Liamine Zéroual annonce sa démission.

**16 septembre 1998.**– Dans son premier communiqué, le GSPC annonce sa création (par le ralliement sous ce nouveau sigle de quelques groupes rescapés du GIA) et la désignation de Hassan Hattab (*alias* Abou Hamza), jusque-là émir de la « zone 2 » du GIA (Kabylie et partie Est de la capitale) comme émir intérimaire du nouveau groupe. Outre Hattab lui-même, le communiqué est signé par Nabil Sahraoui (*alias* Abou Ibrahim Mustapha, émir de la « zone 5 », dans l'est du pays), Abou Omar Abd Al-Birr (responsable de la communication) et Abdelaziz Abbi (*alias* Abou Al-Hammam Okacha, *alias* Okacha El-Para, conseiller militaire).

**15 avril 1999.**– Élection (truquée) à la présidence de la République d'Abdelaziz Bouteflika, désigné par la hiérarchie militaire.

**24 avril 1999.**– Communiqué dit « Le groupe de la miséricorde », formalisant la création du GSPC, qui se démarque des GIA, identifié aux dérives de At-Takfir wa Al-Hijra (Exil et Excommunication, groupe islamiste algérien actif au début des années 1990). Est annoncée la nomination comme émir national d'Abou Mosaâb Abdelmadjid, remplaçant Hassan Hattab. À cette occasion, est publié le « pacte » (*mithaq*), document-programme auquel se réfèrera le GSPC au cours des années suivantes.

**11 juin 1999.**– Le GSPC annonce dans un communiqué la mort de son émir Abou Mosaâb, et son remplacement par Hassan Hattab. Apparaît pour la première fois Abderrezak El-Para (Amari Saïfi, *alias* Abou Haïdara), présenté comme émir de la zone 5 à la place de Nabil Sahraoui, lui-même relégué au poste de « personnalité importante du groupe ». La presse algérienne affirme que la mort d'Abou Mosaâb serait due à un règlement de comptes entre ses partisans et ceux de Hattab.

**13 juillet 1999.**– Promulgation de la loi dite de la « concorde civile » (elle prévoit une exonération ou réduction de peines pour les membres des groupes armés qui se rendront, pour autant qu'ils n'aient pas commis de crimes de sang ou de viols) fixant le 13 janvier 2000 comme date butoir pour bénéficier des mesures de clémence (elle sera

validée par référendum le 16 septembre suivant, avec 99 % de « oui »).

**21 août 1999.**– Le quotidien *El-Watan* affirme qu'Hassan Hattab a été tué par ses pairs et remplacé par Okacha El-Para.

**2 janvier 2000.**– Le quotidien *Liberté* annonce une nouvelle fois la mort d'Hassan Hattab. Puis, le 13 janvier 2000, la radio nationale annonce qu'il s'apprêterait à se rendre dans le cadre de la politique de « concorde civile ».

**13 janvier et 1<sup>er</sup> février 2000.**– Deux communiqués du GSPC, signés d'Hassan Attab, démentent ces informations. Le président Bouteflika envisage dans un entretien à la chaîne libanaise LBC l'octroi d'une amnistie aux membres du GSPC, au motif qu'ils n'ont pas été mis en cause dans des massacres de civils.

**16 février (ou 12 septembre) 2002.**– C'est la date à laquelle, selon la presse algérienne, un émissaire yéménite d'Al-Qaida du nom de Mohamed Alwan Abdelwahid, *alias* Abou Mohamed El-Yamani, venu en Algérie en 2001 pour concrétiser la coopération entre Al-Qaida et le GSPC, aurait été abattu par l'armée algérienne.

**19 mai 2002.**– *Le Quotidien d'Oran* écrit que les services secrets français auraient annoncé la « fin prochaine du GSPC » ; « les dissensions qui ont affaibli la pyramide de commandement au sein du groupe de Hattab, ainsi que les défections enregistrées après les récentes opérations de l'armée algérienne » expliqueraient cette « prochaine éradication ».

**4 janvier 2003.**– À la veille de l'arrivée d'une délégation militaire américaine, venue notamment discuter d'une reprise des ventes d'armes à l'Algérie dans le cadre de la lutte antiterroriste, la presse algérienne fait état d'une attaque du GSPC, conduite par Abderrezak El-Para, d'un convoi militaire près de Batna. Bilan : quarante-trois soldats tués.

**22 février-23 mars 2003.**– Six groupes de touristes européens (trente-deux personnes au total, dont seize Allemands) sont enlevés avec leurs véhicules dans le Sahara, près d'Illizi. Fin avril, la presse algérienne indiquera que les ravisseurs sont des « terroristes » du GSPC, conduits par Abderrezak El-Para.

**13 mai 2003.**– Les dix-sept otages enlevés à la mi-mars sont libérés dans le Sahara, à l'issue, selon la version officielle du gouvernement, d'un « bref assaut » de l'armée

algérienne, dont il apparaîtra plus tard qu'il s'agissait d'une mise en scène.

**13 juillet 2003.**– Lors d'une conférence conjointe avec le président fédéral autrichien, Thomas Klestil, le président Bouteflika affirme que les otages ont été enlevés par un groupe terroriste affilié à Al-Qaida.

**16 août 2003.**– Un communiqué du GSPC annonce le remplacement, comme émir national de l'organisation, de Hassan Hattab par Nabil Sahraoui (le GSPC précisera, dans un communiqué du 16 août 2005, qu'il aurait alors « démissionné »). Le 11 mai 2004, le quotidien *L'Expression* annoncera à nouveau qu'il aurait alors été tué par les « militaires » du GSPC.

**18 août 2003.**– Libération au Mali des quinze otages européens enlevés à la mi-février, à l'issue d'obscures tractations (selon la presse algérienne, le gouvernement allemand aurait versé une rançon de 4,6 millions d'euros au groupe d'El-Para).

**11 septembre 2003.**– Un communiqué du GSPC signé par Nabil Sahraoui annonce que l'organisation retire son « communiqué n° 16 » daté du 19 septembre 2001 relatif aux attentats de New York et Washington (communiqué non rendu public à l'époque), au motif qu'il comporterait des « erreurs » (selon la presse algérienne, le GSPC de Hassan Hattab avait alors estimé que les attentats ne pouvaient être considérés comme « légitimes » d'un point de vue islamique). Le communiqué affirme la « loyauté » (*wala'*) du GSPC « à tout musulman qui fait profession de foi, à tout combattant qui brandit l'étendard du *djihad* en Palestine, en Afghanistan sous l'émirat de Mulla Omar, en Tchétchénie, aux Philippines et à l'organisation Al-Qaida sous l'émirat d'Oussama Ben Laden, et à tout détenu dans les prisons des tyrans ; [le GSPC] appelle tous les moudjahiddines – chacun à sa place – à l'union dans la parole et à serrer les rangs ».

**31 janvier 2004.**– La presse algérienne annonce que l'armée a détruit, dans le sud du Sahara, une colonne de véhicules du GSPC qui convoiaient vers le Nord des armes (achetées avec la rançon des otages européens) ; cette opération aurait été conduite grâce aux informations fournies par l'armée américaine.

**15 mars 2004.**– Le quotidien *L'Expression* annonce la mort d'Abderrezak El-Para.

**16 mars 2004.**– Dans le désert du Tibesti, au nord du Tchad, Abderrezak El-Para et ses hommes sont faits prisonniers par les rebelles du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT). Pendant plusieurs mois, ce mouvement tentera en vain de

remettre El-Para aux autorités des pays qui disent le rechercher (Algérie, États-Unis, Allemagne), mais qui ne semblent pas vouloir courir le risque de faire juger publiquement ce mystérieux personnage (en fait agent du DRS algérien).

**8 avril 2004.**– Réélection d'Abdelaziz Bouteflika, par un scrutin truqué, à la présidence de la République.

Avril 2004.– Publication sur le Web du premier numéro de la revue du GSPC, *Al-Jamaâ*, comportant une interview de l'émir national du GSPC Nabil Sahraoui (datée de décembre 2003) où il félicite Oussama Ben Laden, saluant le rôle qu'il a joué dans la lutte des Afghans contre l'armée soviétique et son soutien aux combattants arabes en Afghanistan.

**17 juin 2004.**– Un communiqué du GSPC annonce la mort au combat de son émir national, Nabil Sahraoui. Selon la presse algérienne, trois de ses plus proches compagnons auraient été tués en même temps que lui : Okacha El-Para (« conseiller militaire » du GSPC), Mourad Khattab, *alias* Abou Omar Abd Al Birr, et Abdelmalek Droukdel, *alias* Abou Mossaâb Abdelouadoud.

**21 juin 2004.**– Un attentat à la voiture piégée frappe la centrale électrique d'El-Hamma. Il est revendiqué par le GSPC.

**1<sup>er</sup> août 2004.**– Le général-major « Toufik » Médiène, chef du DRS, contraint à la démission le général-major Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'ANP, fonction qu'il occupait depuis mars 1994 (il avait été l'un des putschistes de janvier 1992, puis l'un des principaux responsables de la « sale guerre » conduite ensuite par les chefs de l'armée et du DRS).

**6 août 2004.**– Un communiqué du GSPC annonce la nomination comme émir national d'Abdelmalek Droukdel.

**27 octobre 2004.**– Suite à d'obscures tractations entre le MDJT et les services libyens, ces derniers remettent El-Para aux autorités algériennes, qui, officiellement, le placent en détention.

**4 juin 2005.**– À l'aube, un groupe de cent à cent cinquante hommes lourdement armés, circulant à bord d'une douzaine de véhicules, attaque une caserne de l'armée mauritanienne située au nord-est du pays, à Lemgheity, près des frontières algérienne et malienne. L'attaque se solde par dix-huit morts et vingt blessés parmi les soldats

mauritaniens, tandis que cinq des assaillants sont tués. Le 5 juin, le GSPC revendique l'opération sur son site Web, évoquant une « revanche pour nos frères arrêtés dans la dernière série d'interpellations en Mauritanie » et une « riposte au projet Flintlock » de l'armée américaine. C'est l'émir de la « zone 9 » du GSPC (Sahara), Mokhtar Belmokhtar, qui aurait conduit l'opération.

**6-26 juin 2005.**– Au nord du Mali et du Niger, exercices militaires conjoints baptisés « Flintlock 2005 », organisés dans le cadre de la « Trans-Saharan Counter-Terrorism Initiative » de l'administration Bush : coordonnées par le commandement des forces américaines basé en Europe, ces manœuvres, mobilisent 3 000 soldats de huit pays africains, dont l'Algérie et la Mauritanie, et 700 hommes des forces spéciales américaines.

**25 juin 2005.**– Le tribunal criminel de la cour d'Alger condamne El-Para à la réclusion à vie pour « création d'un groupe terroriste armé » ; mais ce jugement est prononcé... par contumace, car, selon la justice algérienne, El-Para – pourtant toujours officiellement détenu par le DRS – serait toujours « en fuite »...

**Juillet 2005.**– Deux communiqués du GSPC, datés des 23 et 28 juillet, saluent l'enlèvement et l'assassinat de deux diplomates algériens à Bagdad qui seront mis sur le compte de la branche d'Al-Qaida en Irak sous la direction d'Al-Zarkaoui – lequel aurait pourtant démenti avoir kidnappé ces personnes et les avoir tuées. Cette prise de position est justifiée par le soutien qu'apporte l'État algérien à l'occupation depuis 2003 de l'Irak par l'armée américaine et l'installation d'un gouvernement « illégitime ».

**29 septembre 2005.**– Adoption par référendum (avec 97,4 % de « oui ») de la « charte pour la paix et la réconciliation nationale » proposée par le président Abdelaziz Bouteflika.

**15 octobre 2005.**– Hassan Hattab accorde une interview au journal londonien *Ach-Chark el-Awsat*, dans laquelle il appelle ses compagnons du GSPC à déposer les armes.

**Novembre 2005.**– Le président Abdelaziz Bouteflika est hospitalisé pendant plusieurs semaines à l'Hôpital du Val-de-Grâce à Paris, pour soigner une grave maladie.

**27 février 2006.**– Adoption par le gouvernement des ordonnances et décrets d’application de la « charte pour la paix et la réconciliation nationale », qui accordent une amnistie de fait aux responsables des crimes (y compris contre l’humanité) commis au cours de la « sale guerre » des années 1990 par les membres des forces de sécurité. Quant aux membres des groupes armés, les modalités de leur amnistie s’apparentent à celles prévues dans le cadre de la « concorde civile », sept ans plus tôt.

**4 juillet 2006.**– Le président Bouteflika annule les principales dispositions de la « loi sur les hydrocarbures » adoptée en avril 2005 et qui prévoyait d’accorder aux grandes compagnies pétrolières étrangères, surtout américaines, des avantages considérables.

**11 septembre 2006.**– Ayman Al-Zawahiri, présenté comme le numéro deux d’Al-Qaida, annonce dans un message vidéo le ralliement du GSPC à Al-Qaida, appelant le groupe algérien à « devenir une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés ». Deux jours plus tard, le 13 septembre, le GSPC publie sur son site Web un communiqué dans lequel il confirme l’information : « Nous prêtons allégeance à cheikh Oussama Ben Laden. [...] Nous poursuivrons notre djihad en Algérie. Nos soldats sont à ses ordres pour qu’il frappe par notre entremise qui il voudra et partout où il voudra. »

**10 décembre 2006.**– Un attentat, à Bouchaoui (dans une zone ultra-sécurisée proche d’Alger), vise un bus transportant des salariés de la société algéro-américaine Brown & Root-Condor (BRC), faisant deux morts (un Algérien et un Libanais) et plusieurs blessés (dont un Américain et quatre Britanniques) ; il est immédiatement revendiqué sur son site par le GSPC.

**24 janvier 2007.**– Dans un communiqué signé par Droukdel, le GSPC annonce qu’il change de nom, devenant « Al-Qaida au pays du Maghreb islamique » (AQMI) : « Après le ralliement du GSPC à l’organisation d’Al-Qaida et après avoir prêté allégeance au lion de l’islam [...] Oussama Ben Laden, que Dieu le garde, le groupe devait changer de nom pour montrer la véracité de la liaison [...] entre les moudjahiddines en Algérie et leurs frères d’Al-Qaida. Nous étions soucieux de changer de nom dès le premier jour de notre ralliement, mais nous n’avons pu le faire avant de consulter cheikh Oussama Ben Laden. »

**3 mars 2007.**– Dans la wilaya d’Aïn-Defla (au lieudit Hayoun), un attentat à la bombe contre un bus transportant des travailleurs russes de la compagnie Stroitransgaz fait quatre morts, dont un Russe : il est revendiqué deux jours plus tard par le GSPC-AQMI.

**18 mars 2007.**– Le tribunal criminel de la cour d’Alger, qui devait juger à nouveau ce jour-là El-Para (toujours par contumace, car « les procédures judiciaires engagées dans le cadre de cette affaire ont débuté avant qu’ “El Para” ne soit remis aux autorités algériennes et, donc, considéré comme étant en fuite »), annonce que le procès est reporté « à la prochaine session criminelle, en mai-juin 2007 », ce qui ne sera pas le cas.

**11 avril 2007.**– Trois attentats à la voiture piégée particulièrement meurtriers frappent le Palais du gouvernement à Alger et le siège de la « Division est » de la Police à Bab-Ezzouar, faisant trente morts et plus de deux cents blessés ; présentés par la presse comme des attentats suicides, ils sont revendiqués le jour même par le GSPC-AQMI, par un appel téléphonique à la chaîne télévisée arabe Al-Djazira. Deux jours après, le ministre de l’Intérieur Yazid Zerhouni déclare qu’« il ne faut pas exclure qu’il y ait d’autres intérêts ne voulant pas voir l’État algérien se ressaisir, se restructurer et fonctionner de manière plus efficace ».

**11 juillet 2007.**– L’explosion d’un camion piégé dans une caserne militaire de Lakhdaria, à l’est de la capitale, fait au moins dix morts ; il s’agirait d’une opération kamikaze, mais le ministre Zerhouni émet des doutes à ce sujet. Deux jours plus tard, le GSPC-AQMI revendique l’attentat par un communiqué à Al-Djazira.

**27 août 2007.**– Le numéro deux du DRS, le général-major Smaïl Lamari, meurt d’un infarctus.

**6 septembre 2007.**– À Batna, un kamikaze fait exploser sa bombe dans la foule qui attendait une visite du président Bouteflika, faisant vingt-cinq morts et plus de cent blessés. Le président déclare peu après : « Les auteurs d’actes terroristes œuvrent pour le compte de capitales étrangères et de dirigeants étrangers. » Et pour le ministre Zerhouni : « Il y a des éléments et des intérêts qui ne veulent pas que l’Algérie revienne sur la scène internationale. [...] L’attentat de Batna peut être exécuté par des éléments de Batna, mais probablement préparé de l’étranger. »

**8 septembre 2007.**– À Dellys (ville portuaire de Kabylie), un attentat kamikaze au camion piégé frappe une caserne des garde-côtes, faisant trente-quatre morts et plus d'une soixante de blessés. Le lendemain, le GSPC-AQMI revendique, par un communiqué à Al-Djazira, cet attentat et celui de Dellys.

**13 septembre 2007.**– Selon le quotidien *Liberté*, Hassan Hattab menacerait de rejoindre à nouveau le GSPC, au motif que les dispositions de Charte n'auraient pas été appliquées à sa famille qui n'a pas été indemnisée alors qu'elle compte plusieurs membres tués au maquis.

**17 septembre 2007.**– Selon *Le Soir d'Algérie* la direction du GSPC de l'émir Droukdel serait contestée en raison de ces attentats suicides et une rencontre nationale aurait eu lieu dans la seconde semaine de septembre dans les monts de Lakhdaria pour désigner un nouvel émir.

**18 septembre 2007.**– La presse algérienne rapporte que Droukdel aurait été destitué et pourrait être remplacé par Hassan Hattab à la tête du GSPC-AQMI.

**21 septembre 2007.**– Près de Lakhdaria, un attentat suicide contre un bus transportant des employés du groupe français de travaux publics Razel fait neuf blessés (dont deux Français et un Italien). Il est immédiatement revendiqué par le GSPC-AQMI.